ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'économie et du travail**

Le vendredi 27 septembre 2013 — Vol. 43 N° 22

Interpellation : L'échec du gouvernement péquiste en matière de développement économique régional

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon**

QUÉBEC

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 $
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 $
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 $
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 $

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Commission permanente de l'économie et du travail

Le vendredi 27 septembre 2013 — Vol. 43 N° 22

Table des matières

Exposé du sujet
M. Jean D'Amour 1

Réponse de la ministre
Mme Élaine Zakaïb 3

Argumentation 4

Conclusions 18
Mme Élaine Zakaïb 18
M. Jean D'Amour 20

Autres intervenants

M. Sam Hamad, président

M. Alain Therrien
M. Stéphane Le Bouyonnec
M. Ghislain Bolduc

Le vendredi 27 septembre 2013 — Vol. 43 N° 22

Interpellation : L'échec du gouvernement péquiste en matière de développement économique régional

(Dix heures)

Le Président (M. Hamad) : À l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir fermer la sonnerie de leurs téléphones cellulaires.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation du député de Rivière-du-Loup—Témiscouata à la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec sur le sujet suivant : L'échec du gouvernement péquiste en matière de développement économique régional.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire : Oui, M. le Président. M. Carrière (Chapleau) est remplacé par M. D'Amour (Rivière-du-Loup—Témiscouata); Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce) est remplacée par M. Bolduc (Mégantic).

Le Président (M. Hamad) : Merci. Je vous rappelle brièvement le déroulement de l'interpellation. Dans un premier temps, l'interpellateur, M. le député de Rivière-du-Loup—Témiscouata, aura un temps de parole de 10 minutes, suivi de Mme la ministre pour également 10 minutes. Par la suite, des périodes de cinq minutes seront allouées selon la séquence suivante : d'abord, un député de l'opposition officielle, ensuite la ministre, puis un député du groupe formant le gouvernement, et ainsi de suite. Je comprends qu'il y a une entente à l'effet que le député du deuxième groupe d'opposition interviendra lors de la troisième série d'interventions. 20 minutes avant midi, j'accorderai 10 minutes de conclusion à Mme la ministre et un temps de réplique égal à M. le député de Rivière-du-Loup—Témiscouata. Enfin, je vous rappelle que le débat ne peut, à moins d'un consentement, dépasser midi. Ainsi, comme la séance est débutée à 10 heures, y a-t-il un consentement pour poursuivre nos travaux au-delà de midi? Je ne pense pas pour le moment, là. On va le faire en deux heures. Il faut beau dehors, vous avez d'autres responsabilités.

Alors donc, sur ce, M. le député de Rivière-du-Loup, vous avez la parole pour 10 minutes.

Exposé du sujet

M. Jean D'Amour

M. D'Amour : Alors, merci beaucoup, M. le Président. Vous me permettrez d'abord de saluer Mme la ministre, qui est avec nous ce matin, les collègues de l'Assemblée qui participent à cette interpellation. Je veux également saluer les membres du personnel et fonctionnaires qui sont là ce matin pour une interpellation qui va durer évidemment deux heures, comme le veulent les règles parlementaires.

Et, si on est ici ce matin, M. le Président, c'est que nous jugeons la situation alarmante, d'autant plus alarmante qu'au gré des périodes de questions qu'on a eu l'occasion de vivre, strictement, là, au cours de la présente session, depuis la semaine dernière, si j'ajoute à ça les périodes de questions, les sessions précédentes, lorsqu'on a interpellé le gouvernement ou questionné le gouvernement, toujours la même réponse. Il y a une forme de déni. Tout va bien au Québec, l'économie se porte bien. Pourtant, pourtant, c'est tout le contraire.

Et la question que nous nous posons : Comment en sommes-nous arrivés, au Québec, à être passés, en un an seulement, d'une période florissante sur le plan économique, où il se créait des emplois par milliers au Québec, à une période où on perd des emplois aussi par milliers? Au cours de la dernière année, M. le Président, le Québec a perdu 45 000 emplois, 45 000 personnes, Québécois et Québécoises, directement touchés en perdant leur emploi. On peut facilement imaginer le drame que ça peut représenter dans certains cas. Et le parallèle qu'on peut faire avec le Canada, c'est qu'au Canada il s'est créé 145 000 emplois. Il y a définitivement un problème au Québec.

Et ce n'est pas que l'opposition qui le dit, M. le Président. Juste ce matin, strictement dans la revue de presse de ce matin, *La Presse* dit ceci : *À deux mois d'une récession?* Toujours dans la revue de presse de ce matin. Marceau, lui… enfin, le ministre des Finances, M. le Président, lui, «ne voit pas de récession». Ce que tout le monde voit au Québec, ce que l'ensemble des économistes constate, le ministre des Finances, lui, dit : Il n'y en a pas, de récession. *Le PIB du Québec recule. Le Québec au bord de la récession?* Toujours dans *La Presse*. Dans le *Journal de Montréal* : Allô la Terre! *Alloooo? La Terre appelle le Québec!* Et on dit ceci sous la plume de Benoît Aubin : «L'économie est en panne, les emplois s'envolent, la récession nous guette, le PIB diminue, la consommation ralentit, les revenus du gouvernement aussi. Mais ces considérations matérielles ne doivent pas détourner l'attention du gouvernement», qui se situe à bien d'autres égards. Et si on ajoute à ça ce que Desjardins disait, il n'y a pas si longtemps, dans son bulletin économique : *Un marché du travail décevant au Québec et réconfortant en Ontario*. Toujours Desjardins qui s'exprime, M. le Président. Vous me permettrez, en quelques instants, de vous dire : Québec : l'économie bat de l'aile. Desjardins s'exprime, et c'est quand même une institution qui est crédible.

Et il y a plein d'autres articles au cours des derniers jours. Exemple : alimentation Old Dutch, *Une pilule difficile à avaler*. Bon, il est question de la perte de plus de 250 emplois. Dans *Le Quotidien*, 26 septembre : *D'autres emplois*

menacés. C'est le titre du journal. *L'emploi recule encore au Québec* dans *Le Devoir* du 7 septembre. Dans *Le Journal de Québec*, le 7 septembre : *5 000 emplois perdus*, le taux de chômage qui continue d'augmenter. *Pas de nouveaux emplois au Québec*, hein? *Pas de nouveaux emplois au Québec*, c'est le titre… Je vous fais grâce du journal, là, je ne l'ai pas… le journal *Les Affaires*. Le journal *Les Affaires*, qui dit : *Pas de nouveaux emplois au Québec*. Radio-Canada, le titre : *Économie : l'emploi progresse au Canada, mais chute au Québec*. «Depuis le début de l'année, pour le reste du Canada, c'est de la création d'emplois nette de 145 000 [emplois], alors qu'au Québec c'est une perte nette de 45 000. Le gouvernement a complètement perdu le contrôle du dossier économique.»

Et je continue. Dans *Le Devoir* du 10 août dernier : *Saignée d'emplois au Québec*. «Le taux de chômage grimpe à 8,2 %...» Dans *La Presse*, le 10 août : *Le Québec a perdu plus de 30 000 emplois en juillet*. Dans *Le Journal de Montréal*, à peu près… le même jour, en fait : *30 000 emplois perdus, le taux de chômage augmente au Québec*. Le Conseil du patronat du Québec : *Économie québécoise : le conseil lance un cri d'alarme*. «Il y a urgence d'agir», dit le Conseil du patronat dans *Le Journal de Québec* du 25 septembre dernier. Alors, *L'économie d'abord, non!* C'est un texte de Michel Hébert. *Saignée d'emplois au Québec* dans *Le Devoir* du 21 septembre. «Le taux de chômage grimpe à 8,2 %...» *L'incertitude fait mal* dans l'industrie minière, on l'a souvent déclaré. *La région durement touchée par «l'effet...»* je ne peux pas nommer la première ministre, mais par l'effet du gouvernement péquiste. C'est un texte du 10 avril, en Abitibi, faisant référence aux mines, M. le Président. Le 16 septembre : *Pendant ce temps, l'emploi est en chute libre*, avec la photo de la première ministre. C'est la situation, M. le Président, à laquelle nous sommes confrontés.

S'ajoutent à cela des statistiques pour le moins troublantes en regard des faillites au Québec. Au cours de la dernière année, près de la moitié des faillites au Canada ont été ressenties, ont été vécues au Québec. Au Québec. Près de 800 faillites. Ça veut dire quoi? Ça veut dire des dommages collatéraux qui sont importants. Ça veut dire des employés qui sont victimes. Parce que qui dit faillite… Souvent, des gens qui ont déjà gagné leur salaire perdent ces revenus des dernières semaines. Il y a des entreprises qui gravitent autour des gens, malheureusement, ou des entreprises qui font faillite. Eux aussi perdent de l'argent, se retrouvent dans une situation de fragilité. C'est ça dont on parle lorsqu'on parle de faillite.

Nous sommes face, M. le Président, à un gouvernement qui tue l'entrepreneuriat, qui tue l'initiative et qui affecte très directement chacune des régions du Québec. J'aurai l'occasion ce matin de revenir, au cours de l'interpellation, avec le taux de chômage dans les différentes régions ressources du Québec. La plupart des régions ressources du Québec ont vu, au cours de la dernière année, le taux de chômage augmenter. Donc, nous sommes face à des drames humains.

Pendant ce temps, qu'a fait le gouvernement? Le gouvernement a coupé les budgets des conférences régionales des élus. Je vous donne un exemple : un ministère, le ministère des Ressources naturelles. J'ai le plaisir d'être porte-parole en matière de mines et Plan Nord, je suis porte-parole aussi en développement économique régional. Le ministère des Ressources naturelles… Sans même que la ministre lève le petit doigt, M. le Président, on a coupé le budget de ce ministère habituellement générateur d'emplois de 22,8 %, de 23 %. Le résultat, bien, parle de lui-même, c'est 8 300 emplois perdus dans le seul domaine des ressources naturelles. En forêt, particulièrement, le gouvernement du Québec, le Parti québécois avait pris des engagements strictement des travaux sylvicoles de 235 millions. Ce n'était pas assez, 200 millions. Résultat, ce n'est pas 235 millions, M. le Président, ce sont des coupes de 20 millions. On a bien recyclé un peu d'argent la semaine dernière pour essayer de faire croire qu'il y avait des emplois qui étaient maintenus, mais le résultat, là, pour les travailleurs forestiers dans les différentes régions du Québec, c'est moins d'emploi, et les gens qui travaillent travaillent moins longtemps; d'autres drames économiques dans les régions. Ça, ça fait partie des statistiques plutôt sombres.

Le gouvernement a sabré dans un secteur qui est générateur d'emplois, le gouvernement a sabré, M. le Président, dans les infrastructures. Ça, ça veut dire que ce sont des projets de route qui sont reportés, notamment, c'est le cas chez nous avec la route 185 au Témiscouata, projet reporté, donc, qui ne se réalise pas. Et, pendant ce temps, les gens, notamment les opérateurs de machinerie, les camionneurs ne travaillent pas. On a coupé dans les infrastructures. Je vous ai parlé de la forêt. Le gouvernement a annulé des projets importants pour des communautés locales au Québec; des projets de minicentrales annulés. Dans le domaine de l'éolien, on le voit, dans le domaine de l'éolien, il a fallu que des Gaspésiens, que des maires, que des préfets se pointent ici le 14 juin dernier, le dernier jour de la session, pour pousser le gouvernement à agir. Et, encore là, il n'y a pas eu de développement vraiment complémentaire depuis qui donne de l'espoir aux régions du Québec, ne serait-ce qu'au niveau de l'énergie.

• *(10 h 10)* •

On a vu que le gouvernement, plutôt que de stimuler l'emploi et l'économie, a coupé les paiements aux commissions scolaires avec comme résultat, hein, un compte de taxes qui a été augmenté avec un fort pourcentage de 15 %, de 20 %, de 22 %, de 23 %, de 24 % pour les citoyens. 45 000 Québécois perdent leur emploi, mais reçoivent tout de même une facture de taxes scolaires au mois d'août avec un compte qui est augmenté de 15 %, 20 %, 25 %, ça fait mal. Alors, c'est le triste constat, M. le Président, qu'on doit faire aujourd'hui, un an plus tard. Et je repose la question : Comment se fait-il que nous sommes passés d'une période florissante sur le plan économique il y a un an à ce désastre économique, à cet échec, à ce fiasco? Un an et un peu plus plus tard, là — ce n'est pas long, comme période — la moitié des faillites au Canada, 45 000 emplois perdus, des projets de minicentrales mis au rencart. Alors, on tue l'initiative, on tue l'entrepreneuriat, et c'est la raison pour laquelle on se retrouve à l'occasion de cette interpellation ce matin.

Et, pendant ce temps, au cours des derniers mois, le gouvernement a nié. Que faut-il au gouvernement pour qu'il réagisse enfin? Nous parlons aujourd'hui d'une possible récession. Hein, dans les prochaines semaines, là, s'il n'y a pas un coup de barre qui est donné à l'économie rapidement, on va se retrouver en récession. Qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire qu'aux 45 000 emplois déjà perdus au cours de la dernière année il va s'en ajouter encore. Et, pendant ce temps, on a un gouvernement qui est assis sur les mains et qui dit : Tout va tellement bien au Québec, le Québec avance. Moi, je regrette, M. le Président, je vais le dire comme je le pense : Le Québec recule, les régions perdent de la vigueur économique, perdent des emplois.

Et on vit dans un cadre d'industrie saisonnière au Québec. Si on pense qu'on a tout vu, là, au cours des prochaines semaines, avec nos industries saisonnières, que ce soit en agriculture, en forêt, en tourisme, on va perdre encore des emplois, on va frapper un mur, M. le Président, sur le plan économique. On va frapper un mur, et ça va faire mal aux Québécois et aux Québécoises, il faut en être conscient. Et aujourd'hui c'est la raison pour laquelle on est là et on va parler d'économie pendant deux heures. Même si le gouvernement nie la réalité et ne veut pas en parler, nous, on va faire notre travail. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Hamad) : Merci, M. le député. Mme la ministre, vous avez 10 minutes.

Réponse de la ministre

Mme Élaine Zakaïb

Mme Zakaïb : Merci, M. le Président. Je tiens tout d'abord à saluer les collègues de l'opposition, M. le député de la deuxième opposition ainsi que les gens qui m'accompagnent, de mon cabinet et du ministère des Finances et de l'Économie.

M. le Président, je suis heureuse qu'on ait deux heures pour parler d'économie, parce que l'économie, c'est au coeur de l'action gouvernementale. Maintenant, l'opposition s'oppose, c'est normal, hein, c'est de bonne guerre que l'opposition s'oppose. Maintenant, elle nous accuse de tous les maux. En fait, tout ce qui va moins bien au Québec serait de la responsabilité du gouvernement du Parti québécois. Et, dès qu'une chose va bien, on nous rétorque qu'on n'y est pour rien. Maintenant, M. le Président, la vie est différente, la vie n'est pas faite que de mauvais côtés, n'est pas faite que de vérités faciles. La vie est plus compliquée que ça.

On parlait tantôt des faillites. Et M. le député de l'opposition nous brandissait des titres de journaux, un après l'autre, sans jamais aller dans le coeur, sans jamais aller creuser les chiffres en arrière de ce qu'il brandit. Alors, je prends l'exemple des faillites. On nous dit que la moitié des faillites au Canada seraient au Québec. Je vais vous donner les statistiques provenant du Surintendant des faillites, M. le Président. Le taux de faillite au Québec diminue, M. le Président. Si on prend par exemple en 2009, le taux de faillite était de 213; en 2010, de 189; il est passé à 167 en 2011; 163 en 2012; et 165 en 2013. Et ça, c'est des chiffres pris au mois de juin de chacune des années. Donc, le taux de faillite au Québec diminue.

Maintenant, une fois qu'on a dit ça, qu'est-ce qui cause ou qu'est-ce qui fait qu'une entreprise fasse faillite? Pour avoir travaillé longtemps dans ce domaine, M. le Président, je dirais que les causes sont nombreuses, sont multiples et que l'action gouvernementale peut aider pour une portion de ces causes-là. En fait, je dirais qu'elles sont de trois ordres. Premièrement, l'accompagnement. Les entrepreneurs, surtout les entrepreneurs, les entreprises en démarrage doivent être accompagnés. Deuxièmement, on doit miser sur plus de moyennes entreprises. Le tissu économique québécois est formé d'énormément de petites entreprises, et des petites entreprises sont plus vulnérables. Et ça fait des années que c'est comme ça, ça fait des années que le tissu économique québécois est composé d'énormément de petites entreprises. On doit travailler là-dessus pour qu'elles grossissent. Et la troisième cause de faillite, je crois, c'est le manque d'investissement. À ces trois causes de faillite, M. le Président, nous avons proposé des solutions et nous allons en proposer d'autres : manque d'accompagnement, croissance d'entreprise, investissement.

On a présenté le projet de la Banque de développement économique du Québec, un projet qui a fait suite à une vaste consultation que j'ai faite à l'automne dernier à travers toutes les régions du Québec, M. le Président, où j'ai rencontré tous les intervenants économiques de toutes les régions. Que ce soient les tables de l'entrepreneuriat — qui avaient été réfléchies à travers la stratégie de l'entrepreneuriat par le gouvernement précédent, tables formées d'entrepreneurs de chacune des régions — que ce soient les chambres de commerce, les élus, les gens des CLD, les gens des MRC, j'ai travaillé avec l'ensemble des intervenants. Et on a déposé un projet de loi qui permettait un accompagnement accru par une force unifiée des CLD, d'Investissement Québec et du ministère des Finances et de l'Économie à travers la Banque de développement économique du Québec, de l'investissement accru, personnalisé à travers des plans de développement économique régionaux dans chacune des régions du Québec qui permettait également d'avoir un plan de croissance pour nos entreprises, nos petites entreprises afin qu'elles deviennent de moyennes entreprises et les fleurons de demain. Et vous allez voir — et je vais y revenir plus tard — que nous allons travailler, malgré le fait que l'opposition s'est objectée à notre projet de loi, nous allons travailler sur ces trois pôles-là de toute façon. Et j'y reviendrai, M. le Président.

Maintenant, je vous disais qu'on accuse le gouvernement de tous les maux et qu'on brandit des titres de journaux. Je vais vous en lire un. Michel Girard, *À qui la faute?*

En début de semaine, on nous a interpellés sur le *Bulletin de la prospérité du Québec* dressé par le Conseil du patronat du Québec, et je vais vous lire pas seulement le titre, je vais vous lire le premier paragraphe de l'article et je vous invite à le lire au complet.

On dit : «Le Québec fait mauvaise figure en matière de prospérité comparativement aux trois principales provinces : l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

«C'est ce qui ressort du *Bulletin de la prospérité du Québec 2013* que vient de dresser le Conseil du patronat du Québec.

«À première vue, on serait immédiatement tenté de blâmer le gouvernement Marois pour sa piètre note [de] C que donne l'organisme patronal à la santé de l'économie du Québec dans son bulletin de 2013. Mais ce serait faire preuve de mauvaise foi puisque les conclusions du CPQ sont basées sur des données de 2012 et 2011. Élu en septembre 2012, le gouvernement du Parti québécois n'a pu prendre le "réel" contrôle de l'État qu'à partir de 2013. C'est donc l'ancien gouvernement Charest qui est concerné par le retard de l'économie du Québec relaté dans le bulletin du CPQ.»

M. le Président, travailler sur l'économie, c'est du travail à moyen, à long terme et du travail à court terme. Vous allez voir tantôt qu'à court terme nous avons intervenu dans plusieurs entreprises au Québec. À moyen terme, nous proposions la Banque de développement économique du Québec.

Nous avons aussi pris des actions structurantes dans plusieurs régions suite à des décisions difficiles qu'on a dû prendre. On a pris la décision de cesser de subventionner l'amiante. On a pris la décision de mettre fin au nucléaire. Et, dans chacune de ces régions, on a travaillé à diversifier l'économie. On a créé des fonds de diversification économique avec les acteurs du milieu.

M. le Président, c'est terminé que Québec décide de ce qui se passe dans les régions. Dorénavant, les régions vont se prendre en main. C'est ce qu'elles veulent. Elles vont se doter de plans de développement économique régionaux. Et, dans ces cas-là, on leur a donné la possibilité d'avoir un fonds de diversification économique. Et les acteurs de chacune des régions se sont concertés, et on en récolte les fruits.

M. le Président, il y a peu de temps, il y a quelques semaines, je suis allée avec la première ministre chez Marmen, où on a annoncé la création de 100 emplois. 100 nouveaux emplois dans une industrie de pointe qui exporte 97 % de sa production, donc création de richesse, création d'exportation pour le Québec.

On a aussi, à Asbestos, annoncé un investissement dans Les Serres Saint-Laurent, les tomates Savoura, un des fleurons du Québec aussi. Les fonds de diversification fonctionnent, M. le Président. Et nous avons un impact sur l'économie du Québec, un impact avec des investissements privés.

Ce que l'ancien gouvernement faisait, M. le Président, il éteignait des feux. On investissait dans les infrastructures. On investissait dans l'asphalte, M. le Président. Ça crée des emplois à court terme, mais ce n'est pas structurant à long terme pour l'économie.

La décision de notre gouvernement, c'est d'y aller sur des actions structurantes, des déterminants de la productivité. Et vous allez voir, dans la politique économique qui sera déposée dans les prochaines semaines, à quel point nous allons travailler à moderniser note économie, la verdir, l'informatiser, pour faire en sorte que des entreprises comme Old Dutch, qui malheureusement a sauvagement fermé ses portes, a cessé d'investir il y a longtemps, a transféré sa production sous l'ancien gouvernement, que des entreprises comme celles-là… qu'on n'ait plus à vivre des choses comme ça, que notre économie soit une économie de l'avenir, une économie productive, une économie qui va investir dans chacune de ces régions, qui va investir autour de ses créneaux d'excellence. Et on sait que, dans chacune de nos régions, on a des créneaux ACCORD des grappes industrielles qui ont fait en sorte que le Québec soit capable de se démarquer. On va gagner la bataille du XXIe siècle autour de la productivité, autour des emplois de grande qualité, et on va le faire dans chacune de nos régions en travaillant sur nos forces régionales.

• *(10 h 20)* •

Au Plan Nord du gouvernement libéral, M. le Président, au plan du Saint-Laurent du deuxième groupe de l'opposition, on va offrir un plan pour un Québec productif dans chacune de ces régions, un Québec créateur d'emplois, créateur d'emplois de qualité, créateur d'emplois d'avenir, créateur d'emplois pour les générations qui viennent, et d'emplois intéressants, M. le Président. C'est ce que notre gouvernement offre. Et, vous allez voir, tout au long de ces deux heures, nous allons vous présenter les résultats du gouvernement, les résultats au niveau de l'emploi.

Et, je le répète, l'emploi au Québec est plus élevé cette année qu'il l'était l'année passée, M. le Président. Nous avons fait des gains en emploi. Si on prend les statistiques des huit premiers mois de l'année, nous avons 62 500 emplois de plus que l'année dernière, M. le Président. Maintenant, il y a des choses à améliorer, je l'ai dit, il faut travailler sur les déterminants de la productivité pour faire de notre économie une économie forte, une économie… travailler sur le XXIe siècle. Mais ça ne s'improvise pas, M. le Président, c'est un travail de longue haleine. Et vous allez voir, dans la politique que nous allons déposer d'ici quelques semaines, des actions gouvernementales structurantes qui vont s'ajouter à tout ce qu'on a fait jusqu'à maintenant pour l'économie du Québec. Je vous remercie, M. le Président.

Argumentation

Le Président (M. Hamad) : Merci, Mme la ministre. Alors, maintenant, nous allons entamer la période d'échange. M. le député de Rivière-du-Loup—Témiscouata, vous avez la parole pour un maximum de cinq minutes.

M. D'Amour : Merci, M. le Président. Merci beaucoup. Alors, maintenant que la ministre nous a lu les notes préparées par ses attachés politiques, on va parler des vraies choses, hein? Et je suis à la fois surpris et non; c'est le discours traditionnel du Parti québécois. Pendant qu'on parle de perte d'emploi, qu'on parle de faillites, qu'on parle éventuellement de récession, la ministre, elle, qui est responsable du développement économique, la ministre déléguée, elle nous parle de plans, nous parle de structures, d'actions structurantes, de fonds de diversification. Soit dit en passant, à travers les deux fonds de diversification qui ont été annoncés par le gouvernement, là, il y a eu une annonce pour deux projets. Ce n'est pas avec ça qu'on va changer l'économie du Québec.

Les faits, M. le Président, des faits. On va parler du taux de chômage région par région. Taux de chômage, Bas-Saint-Laurent — la ministre doit savoir où est-ce que c'est, le Bas-Saint-Laurent, c'est dans l'est — le Bas-Saint-Laurent, là, on est rendus, là, à un taux de chômage de 8,7 %. La dernière fois qu'on a vu un taux de chômage si élevé, c'est à l'époque d'un gouvernement du Parti québécois précédent. Saguenay—Lac-Saint-Jean — bien des députés du Parti québécois dans cette région-là, là — on arrive à 10 %, 9,7 % de taux de chômage. Ça, ce sont des statistiques, là, qu'on a, qui viennent de l'Institut de la statistique du Québec, et c'est dit clairement que, depuis l'arrivée du Parti québécois, le taux de chômage a augmenté dans 11 régions sur 16, soit dit en passant. Puis on va continuer. En Mauricie, 9,7 % de taux de chômage. Du côté de la région de Montréal, hein, la métropole, on est à plus de 10 % de chômage.

Côte-Nord et Nord-du-Québec, le Plan Nord, *Le Plan Nord est mort*, comme titrait *Le Journal de Québec* récemment, puis j'en veux pour preuve le taux de chômage, on est à 11,1 % de chômage dans le Nord-du-Québec.

Alors, rappelez-vous, là, le Plan Nord, un projet qui devait être orchestré par la Société du Plan Nord, une véritable société d'État — soit dit en passant, que réclamaient les députés du Parti québécois de cette région-là — bien, ça c'est traduit par Le Nord pour tous, par un simple secrétariat au développement nordique, qui est basé ici, à Québec. C'est la même ministre qui disait il y a quelques instants, là : Il est fini, le temps que le gouvernement décidait pour les régions. Bien, dans les régions concernées où on parlait du Plan Nord, on a arraché un projet de société d'État pour implanter un simple secrétariat à Québec.

En Gaspésie — j'y étais il y a trois semaines — on est aux portes d'un véritable drame économique, on est à 16 % de chômage. La dernière fois qu'on a vu taux si élevé, par hasard, c'est encore sous un gouvernement du Parti québécois, à plus de 20 %; on se rappelle de la Gaspésia. On est à 16 %. Ça va bien, semble-t-il, de ce côté-là. Du côté de Lanaudière, on est à 8,6 %, dans le Centre-du-Québec, à 7,6 %, et, pendant ce temps-là, bien, la ministre fait dans le déni.

Moi, je m'attendais, ce matin… parce qu'une interpellation, M. le Président, c'est toujours convoqué quelques jours avant… je m'attendais que la ministre arrive ici avec un message d'espoir, en disant : Voici les initiatives du gouvernement maintenant. Bien, elle nous parle de sa banque de développement, que les économistes... entre autres, Michel Nadeau, qui disait que ça va être complexe puis ingouvernable. Alors, on ajoute une structure.

Je vais vous dire, M. le Président, ce n'est pas de structure dont le Québec a besoin, c'est d'action économique, c'est de gestes concrets qui vont favoriser le développement de l'emploi dans chacune des régions du Québec. Ce projet de banque était voué à l'échec avant même de voir le jour. On est dans une situation particulière. La ministre nous sort des statistiques pendant que nous, on met en évidence le fait, là, que la moitié des faillites au Canada, on les retrouve au Québec. La ministre nous parle maintenant, là... Puis je pense qu'on va changer son titre, on va plutôt l'appeler la ministre de la faillite. Là, là, elle fait une présentation puis qui elle nous cite? Le Surintendant des faillites au Québec. On est rendus là, là. On a un gouvernement qui cite le Surintendant aux faillites avec la moitié des faillites au Canada, avec 45 000 emplois perdus. Et je reprends les mots précis de la ministre, là : elle nous parle de plans, de structures, d'actions structurantes puis de fonds de diversification qui n'ont pas été un succès. Deux projets dans deux fonds de diversification, ce n'est pas avec ça qu'on va changer la face économique du Québec.

Elle dit : Fini, le temps que le Québec décide des projets dans les régions. Justement, les régions, on va en parler un peu. Les régions avaient des projets de minicentrales; vous les avez largués, le gouvernement a mis ça de côté, les projets de minicentrales. Et, dans l'éolien, on a dû se battre semaine après semaine pour en arriver à vivre là des résultats. Alors, c'est un non-respect flagrant à l'égard de l'économie des régions du Québec.

Et il nous reste quand même une heure et demie et un peu plus à cette interpellation ce matin, qu'on nous parle de projets, grand Dieu! Mais pas de structures, pas de théories creuses qui ne mènent nulle part. Ce qu'on veut, c'est de l'action économique partout au Québec. En un an, le gouvernement a brisé l'économie du Québec, a tué l'entrepreneuriat. Nous étions le gouvernement, à l'origine, hein, de la stratégie entrepreneuriale du Québec. Que reste-t-il de ça? Vous avez tué l'initiative, vous tuez les projets, vous vous attaquez à l'économie du Québec et les Québécois ont mal, Mme la ministre.

Le Président (M. Hamad) : Alors, merci.

M. D'Amour : Mme la ministre, ne citez pas le Surintendant à la faillite.

Le Président (M. Hamad) : M. le député, c'est...

M. D'Amour : Parlez-nous de projets.

Le Président (M. Hamad) : Mme la ministre, vous avez cinq minutes.

Mme Zakaïb : M. le Président, on brandit des épouvantails et, quand on veut rectifier les faits... Parce que ce que j'ai fait tantôt, M. le Président… Premièrement, je n'ai pas lu aucune note qui me provenait de mes attachés. Ce que j'ai fait tantôt, c'est que j'ai lu les vrais chiffres. Les chiffres qui proviennent du Surintendant des faillites, ce sont les chiffres de faillites, M. le Président. Il ne faut pas prendre un article de journal, un titre, il faut aller voir d'où proviennent ces chiffres-là et pour vous démontrer qu'effectivement le taux de faillite baisse au Québec, M. le Président.

Maintenant, on nous parle du Plan Nord : le Plan Nord est un plan marketing. M. le Président, au cours de ma carrière, j'ai fait le tour des régions du Québec régulièrement et, pendant que le Parti libéral était au pouvoir et qu'il brandissait le Plan Nord, j'ai rencontré des entrepreneurs, j'ai rencontré des entreprises qui me disaient que le Plan Nord n'était qu'un ramassis de projets mal ficelés, en fait de projets que les entreprises n'étaient même pas prêtes elles-mêmes à annoncer, M. le Président. C'était un plan marketing.

Et, aujourd'hui, on a le culot de me dire : On espérait que la ministre arrive avec des projets. M. le Président, l'économie, travailler sur l'économie, ça ne s'improvise pas. On ne peut pas jouer aux pompiers puis arriver du jour au lendemain avec des solutions court terme, ça ne mène nulle part. Je sais que le Parti libéral, quand il était au pouvoir, aimait jouer aux pompiers, mais, M. le Président, je m'excuse, là, mais vous ne feriez pas un beau calendrier.

Maintenant, on me parle de Michel Nadeau quand on a déposé le projet de loi sur la Banque de développement économique du Québec. J'étais à la commission parlementaire quand Michel Nadeau, qui n'est pas économiste, soit dit en passant, est venu parler de la Banque de développement économique du Québec. Ce qu'il a dit, M. le Président, c'est que cette banque, qui avait une société mère et trois filiales, on avait pensé avoir un seul conseil d'administration pour les

quatre entités… M. Nadeau a dit : Ça va être difficile à gouverner, un seul conseil d'administration pour quatre entités. Je vous suggère quatre conseils d'administration différents. M. le Président, je l'ai dit à l'époque, je le répète, nous sommes prêts à amender le projet de loi pour faire en sorte qu'il y ait des conseils d'administration distincts dans chacune des entités, et là on va cesser de dire, reprendre les paroles de M. Nadeau quand il parlait que c'était ingouvernable. Tous les intervenants qui se sont présentés à la commission ont dit que la banque de développement était une bonne idée pour le Québec.

Maintenant, M. le Président, on me parle de chiffres, je vais vous en donner. Voici les investissements… certains des investissements que nous avons annoncés. En fait, nous avons investi plus de 2 milliards dans des projets qui totalisent 6 milliards au Québec depuis notre entrée au pouvoir. 2 milliards de dollars investis pour des projets porteurs, créateurs d'emplois. Je vous en donne des exemples : CSX Intermodal, un investissement de plus de 100 millions, créateur de 300 emplois; Ericsson Canada, investissement de 1,3 milliard de dollars, 60 nouveaux emplois et consolidation de 200 autres; implantation, AJW Technique, investissement de 27 millions, 214 emplois; Soprema, à Drummondville, 43 millions, construction d'une nouvelle usine, création de 56 emplois; Marmen, j'en parlais tantôt, à Trois-Rivières, agrandissement de leur usine; GlaxoSmithKline, modernisation et ajout de deux nouvelles lignes de production, consolidation de 400 emplois, création de nouveaux emplois; Enerkem, prise de participation, 20 millions, 400 jobs, M. le Président; Texel, à Sainte-Marie de Beauce, 15 millions, agrandissement et modernisation, maintien de 350 emplois à Sherbrooke, Saint-Elzéar et Sainte-Marie de Beauce; Danone, investissement de Danone de 40 millions, aidé par 5 millions du gouvernement; Technicolor, M. le Président, une entreprise, Technicolor, qui est venue au Québec à cause de la grappe du multimédia et du cinéma, grappe qui a été mise sur pied grâce à un gouvernement du Parti québécois il y a des années qui fait en sorte qu'aujourd'hui les grandes entreprises mondiales viennent s'installer chez nous. M. le Président, faire en sorte d'avoir une économie forte, ça prend des actions structurantes, et ces actions-là ont été posées lorsqu'on a créé la grappe du multimédia.

Maintenant, je vais revenir aux emplois, M. le Président. J'ai ici un beau tableau. Vous avez, en rouge, les chiffres d'emploi qui étaient prévus au budget de l'ancien ministre des Finances, M. Raymond Bachand, la caution économique du gouvernement. En fait, le Parti libéral se targuait d'être le parti de l'économie, mais je pense qu'ils ont perdu leur caution économique, elle les a quittés. Toujours est-il que 10 000 emplois étaient prévus dans le budget en 2012, et, en 2013, on prévoyait autour de 40 000 nouveaux emplois. Voici les emplois qui ont été créés par le Parti québécois durant la même période, M. le Président, et vous les avez en bleu. 2012, 10 000, et 2013, 62 200. C'est ça, la création d'emplois du Parti québécois, M. le Président. Ce sont des emplois de qualité dans toutes les régions du Québec. Je vous remercie.

• *(10 h 30)* •

Le Président (M. Hamad) : Merci. Alors, je vous… C'est le député… Pardon?

Une voix : …

Le Président (M. Hamad) : O.K. Une demande de dépôt.

Mme Zakaïb : …Ce serait mieux.

Le Président (M. Hamad) : Oui, O.K. On va le déposer. Allez chercher le tableau. O.K. Maintenant, c'est… Oui, M. le député de Rivière-du-Loup—Témiscouata?

Une voix : …

Le Président (M. Hamad) : Non, non, c'est à vous, là. C'est qui, là? C'est vous ou c'est le député de... Mégantic? Rivière-du-Loup? Rivière-du-Loup. Alors, s'il vous plaît, s'adresser à la présidence.

M. D'Amour : Bien sûr, M. le Président! Bien sûr, M. le Président! Écoutez, comment voulez-vous qu'on améliorer la situation au Québec avec un gouvernement qui nie qu'on a des problèmes? Tout le monde parle de récession potentielle au Québec, et, pendant ce temps-là, le gouvernement dit : Il n'y a pas de problème; n'a aucune solution. Et ça, c'est assez troublant.

Sincèrement, M. le Président, je m'attendais vraiment à autre chose, ce matin. Et, tableau pour tableau, là, la ministre affiche un tableau puis des résultats positifs, je vais vous parler de certains exemples avec des emplois, des situations que les Québécois vivent au quotidien. Si on regarde du côté de Produits forestiers Résolu, à Clermont, dans Charlevoix, 70 emplois touchés; plastique Transco, à Montréal, 143; Luxorama, 180 emplois; Pfizer, Montréal, 300 emplois; Transcontinental, du côté de LaSalle, 150 emplois; Résolu, Shawinigan, en Mauricie, 111 emplois; Produits forestiers résolu, encore, à Manseau, dans le Centre-du-Québec, 21 emplois; Cliff, dans le domaine minier, à Fermont, dans le Nord, 400 emplois touchés. La liste, là, j'en ai des pages, M. le Président, que nous pourrions déposer.

Des articles. Dans le journal *Les Affaires* : *Toujours trop de faillites commerciales au Québec*. Il n'y a aucune suggestion faite par le gouvernement. On dit que, «de janvier à juin 2013, la moitié des faillites au pays a été enregistrée au Québec, selon le Bureau du Surintendant des faillites du Canada». Soit dit en passant, là, le Surintendant des faillites, là, on découvre ça à ce moment-ci. Il n'y a pas grand monde, au Québec, qui connaissait le Surintendant aux faillites au Canada, mais on en parle, présentement, parce qu'on est aux portes d'une récession. Et on a une ministre déléguée devant nous, là, qui nie la réalité, qui sourit, là, qui trouve ça ben drôle, à matin, là. On se dirige directement sur un mur. Et qui va être touché? Ce sont les Québécois.

On a beau nous parler de statistiques d'emploi puis faire des comparables puis remonter aux calendes grecques, la réalité, là, c'est qu'il y a 45 000 travailleurs et travailleuses du Québec qui ont été directement touchés dans leur vie de tous les jours. On parle ici, M. le Président, de pain et de beurre, on parle de région, on parle d'entreprises qui ont fait faillite. Toutes les régions du Québec, à peu près, sans exception, sont touchées. On se demande qui va être le prochain qui va tomber. Pendant ce temps-là, hein, que ce soit la première ministre, que ce soit, M. le Président, le ministre des Finances, qui nie encore, là, que ça va mal au Québec, la ministre déléguée, qui est devant nous : Ça va bien au Québec. On a augmenté le nombre de travailleurs au Canada de 145 000, on a créé des emplois; on en a perdu 45 000 au Québec. Ministère par ministère, faites le tour, M. le Président, là. J'ai parlé tantôt des ressources naturelles, où on a perdu 8 300 travailleurs, puis les Ressources naturelles a perdu 23 % de son budget. On pourrait vous parler d'agriculture dans les régions du Québec, parce qu'occuper le territoire du Québec sans parler d'agriculture puis de forêt, ça ne se fait pas, mais le gouvernement ne semble pas avoir compris ça. En agriculture, on perd des emplois au Québec. Dans le domaine des affaires municipales, dans le domaine des transports, on perd des travailleurs. Il y a des gens qui perdent leur emploi. Quand on perd son emploi, habituellement, on ne change pas d'auto, on consomme moins, on ne va pas se louer un appartement, on n'envisage pas de construire une maison. Écoutez, pendant ce temps-là, on nous parle de plan, puis de stratégie puis de politiques à venir.

Les problèmes des Québécois, M. le Président, et il faut que la ministre le sache, c'est ici, maintenant, qu'on les vit, la moitié des faillites canadiennes, ici, au Québec. Dans les journaux, ce matin, là, la revue de presse est assez éloquente : *À deux mois d'une récession*. Ce n'est pas moi qui le dis, là, ce n'est pas l'opposition, qui le dit, c'est *La Presse*, dans son édition d'aujourd'hui. Pendant ce temps-là, le ministre des Finances, lui, il ne voit pas de récession. *Le Québec au bord de la récession*, toujours dans *La Presse* sous la plume d'Alain Dubuc. Et Benoît Aubin dit : *Alloooo? La Terre appelle le Québec!* «L'économie est en panne.» Desjardins le disait il y a trois mois, et, aujourd'hui, c'est rapporté dans les journaux : «Les emplois s'envolent, la récession nous guette, le produit intérieur brut diminue, la consommation ralentit, les revenus du gouvernement aussi. Mais ces questions matérielles ne vont pas détourner l'attention du gouvernement [du Québec].» Ça ne va pas bien du tout.

Nous, ce qu'on veut, M. le Président, là, c'est des solutions. Tantôt, la ministre déléguée nous disait : Bien, l'opposition s'oppose. Non, l'opposition a proposé au cours des dernières semaines des mesures concrètes pour relancer l'économie, notamment relancer et soutenir l'industrie de la construction, ce à quoi a répondu par le silence le gouvernement. C'est toujours la même situation, c'est toujours le même problème. D'abord, il faudrait qu'on cesse de nier la réalité; la réalité rattrape le gouvernement. Les prochains mois seront sombres pour l'économie, mais pour qui exactement? Pour le monde sur le terrain, pour les gens dans les municipalités, dans les villes. Quand on perd son emploi, on perd beaucoup, là, on perd l'espoir. Et l'économie du Québec va mal et le gouvernement du Parti québécois en est très clairement et très nettement responsable, M. le Président.

Le Président (M. Hamad) : Merci, M. le président. Juste une question de partage de temps, maintenant, c'est la députée… la ministre qui a la parole, mais, si la ministre désire donner son droit de parole à son collègue le député de Sanguinet, ça prend un consentement parce que c'est l'interpellation de la ministre aujourd'hui. Alors, vous pouvez faire ça s'il y a un consentement de ne pas… de laisser… Consentement? Donc, c'est le député de Sanguinet qui prend la parole. O.K.? Alors, parfait, consentement au député de Sanguinet, qui prend la parole.

• *(10 h 40)* •

M. Therrien : Alors, merci, M. le Président. Je voudrais d'abord saluer les gens qui accompagnent la ministre, la ministre. M. le Président, je vous salue. Les gens de l'opposition, de la deuxième opposition aussi, évidemment, je vous salue, collègues.

Alors, bon, d'abord, par rapport aux propos du député de Rivière-du-Loup—Témiscouata, là, qui nous envoie des propos qui sont soutirés des journaux, là, disons que c'est une étude non exhaustive et sélective de la revue de littérature, ça n'a pas tellement de crédibilité en termes scientifiques. Je lui demanderais de travailler davantage sur le terme d'«exhaustivité». Juste en passant, il parlait d'économie florissante quand ils ont laissé le pouvoir en 2012, juste lui dire que les deux derniers trimestres que le Parti libéral est au pouvoir, la croissance économique en 2012, premier trimestre, était de moins 0,1 %, donc ils ont frôlé la récession, et, en deuxième trimestre, c'était 0,4 %. Si monsieur appelle ça une économie florissante, j'ai des doutes. Quand il parle d'un déficit qui était d'au-dessus de 2 milliards pour l'année qui se terminait et qu'il y avait un trou de 1,6 milliard, que la dette totale par rapport au PIB était de 55 %, ce qui était le plus élevé de l'histoire du Québec moderne et même du Québec, s'il considère que c'est une économie florissante, je lui demanderais de réviser son tir et de choisir les mots de façon appropriée.

Je veux revenir rapidement sur le bilan du régime libéral, très rapidement parce qu'il n'y a pas grand-chose à dire. Bien, écoutez, mon ami qui est historien, à un moment donné, il a fait faire une étude à des étudiants de sa classe. L'étude était simple : il fallait que les étudiants revoient des éléments importants des règnes des premiers ministres de 1960 à aujourd'hui, et soit au niveau législatif, au niveau d'actions concrètes, et il y a un étudiant qui est allé voir mon ami qui est enseignant et qui a dit : C'est bizarre, je ne trouve rien pour le régime libéral, je cherche, je cherche et je ne trouve rien pour le régime de Jean Charest. Et le professeur a été obligé de dire : Bien, c'est parce qu'il doit y avoir quelque chose, là, en dessous de ça, donc ça veut peut-être dire qu'il n'a pas fait grand-chose. Bien, non, mais tu sais, je veux dire, à un moment donné, il y a des évidences, là.

Juste vous montrer, en 2011, le journal *Les Affaires* a fait une étude sur l'entrepreneurship au Québec. On parle du Québec inc., et ainsi de suite, dans les années 70-80, c'était florissant, et ainsi de suite; je reprends les mots du député. On s'est aperçu que l'entrepreneuriat était en déclin, et très fort déclin au Québec, à un point tel qu'il y avait deux fois moins d'entrepreneurs au Québec en 2011 que dans le reste du Canada. Après huit ans de règne libéral,

c'est ce qu'on avait comme héritage, deux fois moins d'entrepreneurs au Québec par rapport au reste du Canada. Pourquoi? Parce qu'on les a laissé tomber. C'est ça qu'on a fait dans le régime libéral. On n'a aucun programme concret.

Je vais revenir sur une bonne nouvelle sous le règne libéral. La bonne nouvelle, c'est que la conjoncture mondiale les a aidés. Ça, c'était une bonne nouvelle. Le prix des métaux, je vais vous donner un exemple : l'or, en 2003, l'once d'or se vendait 352 $; l'apogée du prix de l'or, en 2011, 1 703 $ l'once. Ça a fait fois cinq. Le fer, en 2007, 67 $ la tonne; en 2011, 184 $ la tonne. Fois trois. L'aluminium, même chose, on est passés… bien, écoutez, on était, en 2011, à un total de 2 603 $ la tonne, un record historique.

Donc, si on regarde ça, là, les astres alignés en 2011, là, on avait une belle vague, là, de hausse des prix des matières premières. Et évidemment, même si ce sont des mauvais surfeurs, ils ont quand même profité de cette énorme vague pour arriver à justement créer des emplois dans le Nord. Et là ils se sont dit : Aïe, vu qu'on n'a encore rien fait, on pourrait peut-être profiter de cette situation-là pour créer un plan marketing qui ferait en sorte que les gens pensent que c'est grâce à nous.

Bien, moi, je lui demanderais, à mon collègue d'en face : Est-ce qu'il y avait un plan Nord en Ontario? Parce que, nous, au Québec, en 2011, il y avait des dépenses d'exploitation…

M. D'Amour : …interpellateur demande des solutions. Moi, je ne veux pas la litanie. Je ne veux pas qu'on remonte aux calendes grecques.

Le Président (M. Hamad) : Oui, mais, M. le député, ce n'est pas une question de règlement.

M. D'Amour : Moi, je suis… On est hors propos complètement.

Le Président (M. Hamad) : Ce n'est pas une question de règlement.

Une voix : …

Le Président (M. Hamad) : Non, non, je viens de le dire. Je viens de le dire. Alors, continuez.

M. Therrien : Vous n'avez qu'à écouter, chers collègues, ça va vous apprendre des choses. Alors, en 2011, en 2011, au Québec, il y avait des dépenses d'exploitation minière de 833 millions; en Ontario, de 1 067 000 000. Ça veut-u dire qu'il y avait un plan Nord en Ontario, ça?

Et, quand on regarde la diminution par rapport à aujourd'hui avec les chiffres de Ressources naturelles Canada, on s'aperçoit qu'actuellement au Québec on a une baisse des prix. Je vous dis, là, les prix ont baissé d'à peu près 30 % partout. L'Ontario a une baisse de 29 % de son activité minière, et, nous, seulement 17 %. Pourquoi? Bien, parce qu'à la limite on a été assez clairvoyants pour justement faire en sorte de compenser cette diminution des prix des matières premières par une gestion plus éclairée.

Le Président (M. Hamad) : M. le député de Sanguinet, merci. Là, il y avait un bloc de cinq minutes, Mme la ministre. Si vous ne voulez pas le prendre, on reprend le bloc du député de Sanguinet qu'on l'a enlevé tantôt. Est-ce que vous passez votre tour?

Mme Zakaïb : Vous voulez dire, M. le Président, c'est qu'on pourrait redonner cinq minutes de plus au député de Sanguinet?

Le Président (M. Hamad) : Il y a encore cinq minutes pour lui. Mais vous, vous avez cinq minutes, mais vous pouvez dire, avec consentement, que vous ne voulez pas le prendre.

Mme Zakaïb : Bien, je peux prendre encore cinq… As-tu encore cinq minutes?

Le Président (M. Hamad) : Vous avez les deux… chacun un bloc de cinq minutes.

Mme Zakaïb : Moi, je vais prendre le mien, puis il va prendre le sien.

Le Président (M. Hamad) : Vous allez prendre le vôtre? O.K.

Mme Zakaïb : Excusez-moi, j'avais mal compris, M. le Président.

Le Président (M. Hamad) : C'est correct. Alors donc, on revient à l'agenda original que la ministre a le droit de cinq minutes. Allez-y.

Mme Zakaïb : O.K. M. le Président, tantôt on a parlé d'entreprises qui avaient fermé, d'emplois perdus, et je me rappelle que le député de Témiscouata a mentionné une entreprise…

Une voix : Rivière-du-Loup.

Mme Zakaïb : Rivière-du-Loup—Témiscouata, je m'excuse, a mentionné l'entreprise Luxorama. C'est un bel exemple, M. le Président, de ce qu'on peut faire quand on travaille ensemble pour sauver une entreprise. Cette entreprise-là est située à Saint-Jérôme. Et, avec le député de Saint-Jérôme, député du deuxième groupe d'opposition, on a trouvé des solutions pour l'entreprise, on a travaillé avec Investissement Québec, on a trouvé un repreneur pour l'entreprise. Et cette entreprise-là a créé des emplois. Alors, le chiffre que vous donniez, monsieur, c'est plutôt un chiffre de création d'emplois. L'entreprise fonctionne, ça fonctionne bien, elle exporte maintenant aux États-Unis. Et on a travaillé ensemble avec Investissement Québec, le ministère des Finances et de l'Économie pour relancer cette entreprise-là. Et on ne l'a pas fait seulement à Luxorama, M. le Président, on l'a fait dans chacune des régions du Québec. Il y a possibilité de sauver certaines entreprises quand elles ferment, quand elles font faillite, et nous y travaillons, et nous y mettons tous les efforts, M. le Président. Et ça, naturellement, ce sont des actions à court terme.

Je vais vous citer certains des dossiers : Cap sur mer, aux Îles-de-la-Madeleine, plus de 400 emplois qui ont été sauvegardés par notre gouvernement; Effigi, à Laval, M. le Président, une entreprise dans le domaine du textile; Luxorama, j'en parlais tantôt; RCM, il n'y a plus tard que quelques semaines.

RCM, M. le Président, c'est une entreprise d'économie sociale, une entreprise qui fait le recyclage de nos matières résiduelles, du plastique et qui emploie des gens qui ne se trouveraient pas d'emploi autrement, des non-voyants, des gens qui ont des incapacités physiques ou intellectuelles, une entreprise qui avait investi dans un nouveau procédé pour recycler les Tetra Pak, qui malheureusement ne fonctionnait pas, une entreprise qui aurait dû fermer ses portes. Nous avons travaillé avec le député, qui est un député de votre formation politique, avec les gens du milieu économique pour relancer cette entreprise-là. Nous avons investi dans sa... dans le fait qu'elle soit relancée, mais nous avons aussi travaillé pour qu'elle ait une vie à long terme. Et ça, ce n'est pas seulement des investissements, M. le Président : nous sommes allés chercher un partenaire privé pour faire en sorte qu'il soit intégré. Alors, maintenant, elle a même quelqu'un qui prend ses extrants, M. le Président, cette entreprise-là. Et nous avons travaillé avec le CRIQ pour trouver une solution à leur machinerie qui ne fonctionnait pas. Ça, M. le Président, ce sont des actions intégrées qui font en sorte que des entreprises qui auraient fermé sont maintenant des entreprises qui emploient et qui offrent des emplois de qualité, dans ce cas-là à des gens qui ne se seraient pas trouvé d'emploi autrement, M. le Président. Et ça, c'est une action du ministère des Finances et de l'Économie en concertation avec tous les acteurs économiques du milieu.

Et, M. le Président, je tiens à dire que... et revenir sur le chiffre des faillites, là, parce qu'on brandit des épouvantails. Je le disais tantôt, là, il y a moins de faillites présentement au Québec qu'il n'y en avait sous le gouvernement du Parti libéral, M. le Président. C'est les chiffres que je vous donnais tantôt. Alors, qu'on arrête de nous imputer tous les maux au Québec. Et chacune des faillites, chacune des fermetures, nous l'avons regardée, M. le Président. Et, quand c'est possible, nous sauvons les entreprises.

Nous l'avons fait avec Davie, M. le Président, Davie. Au Québec, combien de formations politiques ont essayé de sauver Davie? Et nous l'avons fait sans argent additionnel du gouvernement, M. le Président. Davie, aujourd'hui, sa liste de rappel est terminée, ils sont à la recherche de travailleurs présentement à Lévis. Et moi, je me rappelle avoir dû répondre à des questions des deux oppositions l'année passée quand nous avons annoncé la relance de Davie. Et aujourd'hui, M. le Président, un an plus tard, il y a plus de 700 personnes qui travaillent, M. le Président, grâce aux efforts que notre gouvernement a faits.

Alors, oui, nous travaillons pour que les entreprises qui vont mal puissent avoir du soutien du gouvernement, du soutien financier et de l'accompagnement, des actions structurantes. Nous travaillons sur le court terme, nous travaillons sur le moyen terme et nous travaillons également sur le long terme.

J'avise l'ensemble des Québécois qu'une politique financière, économique va être déposée par le gouvernement avec quatre volets, M. le Président : la politique industrielle, la politique nationale de la recherche et de l'innovation, politique d'exportation et politique sur l'électrification des transports. Et, d'ici quelques jours, voire quelques semaines, M. le Président, cette politique-là, qui va relancer le Québec vers une économie du XXIe siècle, va être en place, avec des actions-chocs, M. le Président, des actions qui vont porter fruit dans chacune de nos régions. Parce qu'encore une fois le Québec, c'est ses grands pôles que sont Montréal et Québec, mais également chacune de ses régions. Et le plan du gouvernement, c'est un plan Québec pour tous, un plan de développement pour toutes les régions du Québec, M. le Président.

Le Président (M. Hamad) : M. le député de Sanguinet, vous avez cinq minutes. Si vous ne voulez pas les prendre, à un consentement, on peut aller au député de La Prairie.

Une voix : …

Le Président (M. Hamad) : Oui? O.K., allez-y.

M. Therrien : Écoutez, je voulais juste poursuivre dans mon exposé de tantôt parce que je me suis aperçu que j'avais un peu plus de matière, là, par rapport au Plan Nord, là.

Je voudrais revenir là-dessus, le Plan Nord, ce plan marketing qui a été fait sur mesure, là, pour justement faire en sorte que les entreprises puissent venir cueillir nos ressources naturelles dans le Nord sans qu'il ne reste rien dans les poches des Québécois. 10 minières sur 19 ne payaient rien en redevances. Et le Plan Nord… Bien, je ne dirai pas «le Plan Nord», parce que le Plan Nord n'a rien à voir avec l'augmentation de l'exploitation, là, des matières premières dans le Nord. Mais, cette augmentation, on appelle ça, en économie, un supercycle. Le supercycle, là, l'augmentation des prix des matières premières… Oui, oui, écrivez-le, supercycle, vous irez vérifier ça sur *Google*. Et puis ce supercycle-là, là, prévoyait un estompement, là… s'estomper vers 2011, 2012. Bien, ça a laissé des traces évidemment au Québec, ça a créé

beaucoup d'emplois dans ces secteurs-là. Mais ça a caché une réalité, c'est qu'on a eu un tissu industriel qui s'est effiloché avec le temps.

Alors, moi aussi, j'ai des petits graphiques. À la période des libéraux, pertes d'emploi dans le secteur du bois, du papier et du meuble. Ici, je ne le sais pas, ce n'est pas très, très gros. Je peux le déposer aussi, là. Mais on voit, là, que, dans les régions, là, c'est l'hécatombe. On voit, c'est…

• *(10 h 50)* •

Une voix : …

M. Therrien : Oui, je vais vous le donner tantôt, là. Je vais le déposer, là. On a ici dans le secteur du bois et du papier et du meuble. Donc, le tissu industriel québécois s'est désagrégé, s'est effiloché. Pourquoi? Bien, pour plusieurs raisons, mais, entre autres, parce qu'on n'a pas utilisé des politiques économiques assez énergiques pour empêcher ça.

Dans le domaine du meuble, on a ici, là, les différentes… On a 933 emplois en Chaudière-Appalaches, 430 à Laval, 353 dans le Centre-du-Québec, Mauricie, 483, Estrie, 352. Alors, ça, c'est des pertes d'emploi nettes. Moi, je peux vous les laisser, là.

Alors donc, nous, ce qu'on a proposé, on a proposé la Banque de développement économique du Québec. Malheureusement, malheureusement, l'opposition a sacrifié sur l'autel de la politique cet instrument, qui était attendu de tous les gens du milieu. Moi, dans mon comté, on en parle beaucoup, on attendait avec impatience la création de la Banque de développement économique du Québec. Mais, sous l'autel de l'opportunisme politique, on a tué ce veau gras. Et, en plus… Bien, je vous dis : Quand on veut tuer un chien, on lui dit qu'il a la rage, n'est-ce pas? Alors, c'est sûr que ce plan-là, qui était très avantageux pour les Québécois, qui était attendu des milieux, n'a pas reçu l'aval de l'opposition pour des fins politiques.

Je reviendrai rapidement, là, sur les redevances. Nous, on a fait en sorte que les redevances… tout le monde ait à payer ses redevances, que la transformation soit favorisée, et donc qu'on puisse avoir, là, une création d'emplois qui nous permette justement de soutirer des emplois pas juste accrochés à une fluctuation du cycle des prix, mais aussi d'avoir des emplois qui soient ancrés dans le milieu et qui demeurent dans le milieu, peu importent les variations conjoncturelles du reste de la planète, surtout avec les économies émergentes, là, qui vont pousser davantage sur l'augmentation des prix. Bien, à ce moment-là, avec une politique de transformation bien établie, ça va faire en sorte de protéger ces emplois-là. Évidemment, le respect de l'environnement, faire en sorte que ce qu'on va retirer dans le Nord va être dans le respect des individus et de l'environnement comme tel… Alors, ça, c'est des politiques qu'on veut mettre en place.

On a, dans notre politique aussi, pris le virage de la stimulation des investissements privés. On sait que les investissements, il n'y a rien de plus important que ça dans une économie. Les investissements, c'est la production de demain. C'est quelque chose de difficile parce que ça demande un sacrifice. Les gens qui investissent vont se priver de revenus pour justement avoir des revenus supérieurs dans un avenir assez lointain. Or, ça demande un sacrifice chez l'individu et c'est ce qui va faire en sorte de créer des capacités de production plus fortes dans le futur puis des créations de croissance économique robustes.

Alors, nous, on a fait le choix de faire des politiques qui stimulent l'investissement dans les régions. Alors, on a délaissé ce qui était plutôt... qui était l'acabit des politiques antérieures, là, au niveau de la création d'emplois. On se tourne vers l'investissement. Et évidemment l'investissement nous amène des créations d'emplois, mais des créations d'emplois qui soient permanentes, qui fassent en sorte que notre compétitivité par rapport à l'étranger soit maintenue et même s'améliore pour justement faire en sorte que les Québécois puissent trouver le chemin du travail de plus en plus, et c'est ce qu'on s'engage à faire. Et qu'est-ce qu'on fait depuis un an? On fait une stimulation des investissements privés.

Le Président (M. Hamad) : Merci. Maintenant, la parole au… deuxième opposition officielle. M. le député de La Prairie.

M. Le Bouyonnec : Merci. Merci, M. le Président. Puis vous me permettrez, d'entrée de jeu, d'abord de saluer les collègues, là, Mme la ministre, le député de Sanguinet puis le député de Rivière-du-Loup.

Mais je suis un peu déçu, M. le Président, en fait, des questions et de l'interpellation dirigée par l'opposition officielle parce que je trouve que l'opposition officielle, les libéraux, en général, ont vraiment la mémoire courte. Moi, personnellement, si je me suis présenté en politique, c'est parce que j'étais vraiment écoeuré du peu de vision économique des libéraux, puis je peux vous en parler. Il est tout à fait injuste d'attribuer l'ensemble de la situation économique, au Québec, au gouvernement du Parti québécois. Ça prend quand même un minimum d'honnêteté intellectuelle en cette Chambre, sinon, il n'y a plus rien qui tient.

Le gouvernement libéral nous a fait vivre sur la carte de crédit, a endetté la province de Québec de plus de 60 milliards, nous avait fait des promesses en 2003, nous avait promis que les taxes et impôts seraient réduits de 1 milliard par année, promesse qui n'a pas été tenue; il nous avait promis de faire une réingénierie de l'État; ça non plus; a récupéré le champ fiscal abandonné par les fédéraux avec la TVQ, 1 %, puis un autre pour cent pour équilibrer les comptes publics, mais ce n'était pas vraiment vrai parce qu'on continuait à avoir une augmentation de la dette et puis du déficit.

Et on s'est retrouvés donc dans une situation où aujourd'hui le gouvernement du Québec a très peu de marge de manoeuvre. D'ailleurs, pour que l'Ontario soit, toutes proportions gardées, aussi endetté que le Québec, il faudrait que l'Ontario dépense immédiatement 80 milliards de dollars, soit un peu plus que l'équivalent d'une année budgétaire du gouvernement du Québec.

Puis, quand on parle de développement régional, les libéraux, le régime forestier dont se plaignait, là, dernièrement le président de Tembec, c'est quand même les libéraux qui l'ont sorti. Le développement régional, l'éolien, par exemple, là, qui fait en sorte qu'on a des surplus hydroélectriques, mais on dépense une fortune dans l'éolien, c'est les libéraux encore, sur la carte de crédit, qui nous ont sorti ça.

Puis, Mme la ministre, moi, si j'étais à votre place, je serais porté à lui dire : Que faisiez-vous, les libéraux, quand Rio Tinto a acheté Alcan? Comment avez-vous renégocié pour faire en sorte qu'on ne continue pas à leur donner des tarifs préférentiels d'électricité qui nous coûtent un bras puis qui fait qu'aujourd'hui, dans votre propre comté, à Sorel, des centaines d'emplois sont perdus dans QIT-Fer et Titane?

Mais je pense que je comprends ce qui se passe au niveau du Parti libéral, et puis je remercie le député de Rivière-du-Loup. Il a tellement peu d'idées, là, que… Ils prennent les journaux le matin, ils lient les journaux le matin puis ils font une politique en fonction de ce qu'ils lisent dans les journaux. Parce que ce qu'on a vu tout à l'heure, ça a été ça, là, une série d'articles qui ont été sortis, et je n'ai vu aucune proposition ou début de proposition constructive de la part de l'opposition officielle. Excusez-moi, mais c'est vraiment… Pour moi, personnellement, c'est choquant.

En 2008, Jean Charest nous disait : Donnez-moi les deux mains sur le volant. Ils les ont eues, les deux mains sur le volant, puis, aujourd'hui, je regrette, mais la situation économique que nous avons est en très bonne partie attribuable aux neuf ans de régime des libéraux. Ça n'excuse pas le Parti québécois de ne pas prendre action, mais, si on veut rendre à César ce qui appartient à César, on va le faire tout de suite. En 2008, dans la campagne électorale, d'ailleurs, lorsque certains disaient : La Caisse de dépôt, il y a un problème qui s'en vient, rappelons-nous ce qui se passait. Non, non, il n'y a pas de problème à la Caisse de dépôt. Mais évidemment, un jour, les libéraux se sont réveillés, ils ont ouvert le journal, puis, dans le journal, c'était écrit : La Caisse de dépôt vient de perdre 38 milliards. Puis à ce moment-là ils se sont réveillés.

Non, écoutez, moi, je pense qu'il y a plus à faire ici, en cette Chambre, surtout si on pense qu'éventuellement, oui, le Québec peut entrer en récession — on le verra, les prochains mois seront déterminants — c'est d'avoir des véritables propositions. Je réitère à la ministre : Pour nous, comme nous le disions plus tôt ce matin, nous avons trois priorités économiques. D'abord, que vous puissiez parler, Mme la ministre, à votre collègue des Ressources, parce que nous pensons que le projet de loi n° 43 est quelque chose qui est dommageable à l'économie. Mais encore une fois l'exemple avait été donné avec l'ancien p.l. n° 14 par les libéraux, puis rappelons-nous que, même majoritaires, ils n'avaient pas été capables de l'adopter parce qu'il y avait une dissension au sein du gouvernement. Ça, pour moi, ce projet-là, le 14 plus le 43, par rapport à l'ensemble des régions ressources puis les mines, c'est un peu *Massacre à la tronçonneuse*. Première priorité, vous pourriez vous occuper de ça.

Deuxième priorité, on vous l'avait déjà avancé, c'est la question des crédits d'impôt remboursables.

Le Président (M. Hamad) : …adresser à la présidence, s'il vous plaît.

M. Le Bouyonnec : Oui, très, très bien, vous êtes dans votre bon droit, M. le Président. Alors, deuxième action économique qui pourrait se faire : au niveau des crédits d'impôt remboursables. Moi, je regrette un peu qu'en catimini, par exemple, cet été, le ministre des Finances, M. le Président…

Le Président (M. Hamad) : Alors, c'est terminé, M. le député de La Prairie. Merci beaucoup. Maintenant, nous allons à la ministre pour répondre au député de La Prairie, si vous voulez bien.

• *(11 heures)* •

Mme Zakaïb : M. le Président, je remercie le député de La Prairie pour son portrait des interventions pompiers de l'ancien gouvernement. Je suis d'accord avec lui qu'on a géré longtemps à partir d'articles de journaux et qu'on en récolte aujourd'hui les fruits. Maintenant, M. le Président, on ne va pas s'arrêter à ça. C'est important effectivement qu'on travaille sur des actions structurantes, sur des déterminants de la productivité. Il faut que nos entreprises soient compétitives, M. le Président, c'est comme ça que le Québec va tirer son épingle du jeu. La compétitivité des entreprises, M. le Président, leur productivité, ça ne passe pas comme certains, quelquefois, peuvent le prétendre, par le fait que les travailleurs doivent travailler plus d'heures par jour ou qu'ils se traînent les pieds. Effectivement, la productivité des entreprises, ça provient de la modernisation de nos entreprises. Il faut s'automatiser, il faut se robotiser, il faut être à l'ère du XXIe siècle, il faut inclure les technologies de l'information et des communications dans nos procédés, dans nos méthodes de gestion.

M. le Président, nous allons déposer une politique industrielle, je l'ai dit, très prochainement, une politique industrielle qui, de façon transversale, va aider l'ensemble de l'économie québécoise à investir. Les créateurs d'emplois, les créateurs de richesse, ce sont les entreprises et les entrepreneurs. Et ces entreprises, pour qu'elles soient capables d'exporter, pour qu'elles soient compétitives, doivent produire plus avec moins. Et la façon de le faire, c'est en investissant, en investissant en robotisation, en numérisation, en automatisation, en technologie de l'information. Et vous allez voir que la politique industrielle va avoir des mesures-chocs pour soutenir les entreprises dans ce sens-là.

M. le Président, ce n'était pas quelque chose qu'on pouvait improviser. Il fallait vraiment qu'on travaille, encore une fois, avec les acteurs économiques, et c'est ce que j'ai fait. J'ai fait des consultations, j'ai rencontré tous les groupes économiques, et vous allez voir, dans la politique industrielle, des moyens concrets pour aider nos entreprises. Et on peut bien dire à l'ancien gouvernement puis à l'opposition officielle qu'on parle de structure. M. le Président, pendant neuf ans au pouvoir, les libéraux n'ont même pas déposé une seule politique économique, une seule politique industrielle. Notre secteur manufacturier, M. le Président, a fondu comme peau de chagrin. On est aujourd'hui à 14 % du PIB dans le manufacturier. Je comprends, M. le Président, que c'est un pourcentage, je comprends qu'il y a des entreprises de services, et c'est normal, et qu'il y a une pondération à y avoir. Mais il faut arrêter cet effritement-là, M. le Président.

Et vous allez voir dans la politique industrielle que nous allons déposer des moyens concrets, des moyens qui se basent sur les forces du Québec : un secteur énergétique fort, de l'hydroélectricité… On parle de surplus électriques, présentement, M. le Président; ces surplus-là, pour moi, c'est une opportunité. On parle d'un virage vert; l'économie propre, pour moi, c'est une opportunité. Nos entreprises vont devoir se verdir, alors nous allons les aider à se verdir. Nous allons, de ce fait, par ricochet, aider un nouveau secteur, qui est le secteur des technologies propres, nous allons parler d'électrification des transports, M. le Président, le projet du XXIe siècle. On va devoir diminuer nos gaz à effet de serre.

Présentement, notre balance commerciale est négative, M. le Président, parce qu'on importe beaucoup, beaucoup de pétrole. À chaque fois qu'on va remplacer le pétrole par l'électricité, par de l'énergie propre, on va diminuer nos gaz à effet de serre, mais on va également aider notre balance commerciale et on va pouvoir développer une filiale dans le transport électrique au Québec, qui va être en mesure d'exporter. Et plus cette filiale-là va être forte, plus elle va être basée sur nos forces... premièrement, les compétences d'Hydro-Québec, mais également les compétences de nos chercheurs partout dans nos régions, de nos entreprises. Nous fabriquons, au Québec, la meilleure batterie, M. le Président. La meilleure batterie pour les véhicules électriques est fabriquée présentement au Québec. Si on développe une chaîne d'approvisionnement, une chaîne de valeurs autour des transports électriques et qu'on démontre, par l'approvisionnement de l'État, par l'approvisionnement des Québécois que c'est facile, que c'est viable, que c'est possible, dans les années à venir, M. le Président, nous allons exporter ces produits-là comme on l'a fait, le gouvernement du Parti québécois, avec le multimédia.

Je vous rappellerai que, quand Bernard Landry, par la suite, Mme Marois ont créé la Cité du multimédia, les libéraux se sont opposés littéralement à la création de la Cité du multimédia. Bien, aujourd'hui, nous sommes le deuxième pôle après Londres, en multimédia, au niveau du cinéma à Montréal, parce que des actions structurantes ont été faites en 2002 pour faire en sorte que ce soit ça aujourd'hui. Et c'est ce que nous allons faire pour les années à venir, M. le Président.

Le Président (M. Hamad) : Merci. Alors, maintenant, nous allons… Ce bloc-là est terminé. Maintenant, le député de l'opposition officielle, Sanguinet, vous avez encore cinq minutes, aujourd'hui. Vous avez gagné le gros lot aujourd'hui, M. le député de Sanguinet. Encore cinq minutes.

M. Therrien : D'accord. Merci, M. le Président. Non, je suis correct, mes tableaux, vous les avez, maintenant. Alors, d'abord, je tiens à saluer les propos du député de La Prairie, ils sont très clairvoyants. J'espère que cette clairvoyance-là va se manifester avec son appui éventuellement à la Banque de développement économique du Québec. On le souhaite de tout coeur. On vous tend la main, comme on dirait.

Écoutez, tantôt, j'ai commencé à parler, là, de ce qu'on avait fait au niveau des investissements. Écoutez, il y en a une panoplie. On a créé un groupe d'action ministérielle. Un groupe d'action ministérielle, c'est le ministre des Finances, c'est la ministre déléguée à la Politique industrielle, ministre des Ressources naturelles, du Développement durable, des Faunes et des Parcs. Et ce groupe-là actuellement est en train d'étudier une cinquantaine de projets privés qui représentent plusieurs dizaines de milliards de dollars d'investissement et donc qui sont reliés à l'entreprise minière, et ça, c'est un potentiel très, très important. On travaille là-dessus. On travaille aussi de concert avec un comité interministériel, avec Nemaska Lithium, Champion Iron Mines, Stornoway, Tata Steel, New Millennium Iron, Adriana Resources. Alors, on travaille sur ces projets-là. On a une enveloppe de 750 millions qui est rattachée au développement des mines et des hydrocarbures. On parle aussi du mont Otish, le chemin du mont Otish, qui avait été signé par les libéraux et qui avait des coûts astronomiques. On a été capables de réduire de plus de 100 millions les coûts qui étaient liés à ce chemin-là, et les producteurs étaient très satisfaits, et on a fait en sorte que le Trésor québécois s'est trouvé dans une situation où on se trouvait à avoir une épargne de 100 millions, ce qui n'est pas à dédaigner.

Mais la principale politique économique qu'on va adopter, qui est d'après moi la plus importante, c'est d'éloigner les libéraux du pouvoir. Ça, c'est notre mission fondamentale. Pourquoi? Bien, parce qu'ils ont fait un gâchis, littéralement, dans les neuf dernières années, et, en plus, en plus, en plus, leur équipe économique est disparue. M. Bachand n'est plus là, M. Gignac non plus, et M. Paquet n'est plus là. Alors, on se retrouve avec une équipe économique qui est comme leur chef, qui se déguise en fantôme. Alors donc, c'est problématique, et nous, on va travailler fortement là-dessus pour que justement le Québec soit préservé de cette menace qui plane à l'horizon. Espérons que ça ne va rester qu'une menace.

Évidemment, on pourrait parler du rapport KPMG, qui fait en sorte… Ça va bien, M. le Président?

Le Président (M. Hamad) : Oui. Je vous entends…

M. Therrien : Non, non, vous avez l'air…

Le Président (M. Hamad) : Je suis un être humain, M. le député de… vous savez. J'essaie de…

M. Therrien : Oui, oui, je vous salue, je salue, là, votre neutralité, M. le Président. Non, mais écoutez…

Le Président (M. Hamad) : …

M. Therrien : Mais vous le faites bien, M. le Président, vous le faites bien.

Le Président (M. Hamad) : …

M. Therrien : Oui, oui, ça va. Je m'excuse. Alors donc, évidemment, quand on a parlé de l'intégrité, c'est très important d'arriver et de s'assurer que chaque dollar qui est dépensé… Parce que, comme le député de La Prairie l'a mentionné tantôt, et on en avait plus ou moins parlé — bien, oui, M. le député de La Prairie en a parlé — c'est qu'on a été très inventifs du côté des libéraux, là, pour remplir l'assiette fiscale, là, pour assainir le contribuable, le tenir jusqu'à la gorge. Là, on crée toutes sortes de taxes et toutes sortes de façons d'aller chercher des sous.

Alors, à ce niveau-là, il faut comprendre qu'on ne peut plus en demander davantage aux contribuables. Et comment réussir ça? Bien, d'abord, dans le contrôle des dépenses qu'on effectue. On effectue un contrôle des dépenses rigoureux qu'on a respecté, alors, ce que les libéraux n'ont pas été capables de faire. On a maintenu les dépenses à 1,7 % d'augmentation. Et aussi de faire en sorte que chaque dollar qui est dépensé, chaque dollar qui vient du gouvernement soit dépensé efficacement, de façon optimale, ça, ça veut dire que cet argent-là ne doit pas aller dans les poches de personnes qui ne le méritent pas. Il y a des gens qui vivent et qui trouvent le moyen de s'enrichir aux dépens de l'État, alors qu'ils ne le méritent pas. Bien, nous, on a fait en sorte, entre autres, avec la loi n° 1… puis M. le Président avait travaillé sur cette loi-là aussi… la loi n° 1 pour faire en sorte de contrôler et de faire en sorte que chaque personne qui travaille avec le gouvernement montre patte blanche et qui prouve qu'elle mérite la confiance que la population lui concède, et ça, c'est très important.

Et là on pourrait continuer, là, parce qu'il y a plusieurs mesures qui ont été faites justement pour assurer notre intégrité. Et, nous, cette voie-là, ça fait partie de l'ensemble de notre politique pour, justement, développer le Québec à partir de l'outil gouvernemental de façon efficace, de façon optimale, de mettre un frein à piger toujours dans les poches des contribuables. Alors, c'est une autre façon pour nous de stimuler l'emploi et les investissements au Québec.

Le Président (M. Hamad) : Merci, M. le député de Sanguinet. Maintenant, c'est le député de Mégantic.

• *(11 h 10)* •

M. Bolduc (Mégantic) : Merci, M. le Président. Je voudrais tout d'abord… J'ai fait une grande réalisation dans les dernières minutes. Les caquistes, ce n'est même plus des libéraux… des péquistes déguisés, c'est des péquistes tout court. Puis ils l'admettent ouvertement parce qu'ils s'attaquent à nous comme si c'était nous qui étions au gouvernement. L'interpellation, ce matin, c'est pour l'économie péquiste. C'est étonnant de voir des choses comme ça.

Je voudrais rappeler au gouvernement que, de 2003 à 2012, l'économie mondiale a vu sa pire récession depuis les années 20, et, malgré cela, la croissance économique au Québec a continué de monter, et qu'en moins d'un an sous une gouvernance péquiste on assiste à un désastre d'une envergure abyssale, un puits sans fond. Et, en plus, on est dans le déni. 45 000 jobs. On est dans la structurite aiguë, les groupes d'action ministériels, la banque de développement. On arrive et on dit que le Plan Nord, c'était une stratégie marketing. Mme la ministre nous a mentionné ça, M. le Président. Là, on a fait Le Nord pour tous, un bureau avec une porte, à Québec. Moi, je voudrais bien comprendre où on s'en va avec ça. On nous fait des prévisions budgétaires. Il s'est perdu 45 000 jobs au Québec, 23 000 dans le «manufacturing», dans les usines, 8 000 dans la forêt, 8 000 dans l'agriculture. Ça va bien.

Moi, je voudrais vous parler un peu de la situation chez nous. On parle d'entreprises. Le Plan Nord est mort, donc... On semblait nous dire : C'est une situation de marketing. Je vais vous parler de RG Solution. En 2012, ils ont investi chez eux 5 millions de dollars. Eh bien, depuis ce temps-là, ils font des mises à pied. Une entreprise qui était prospère, qui avait un plan d'avenir solide. Encore la semaine dernière, ils ont mis 10 personnes à pied. Ce n'est pas un mythe, c'est une réalité. Usinex, qui fabrique des maisons préfabriquées, qui exportait beaucoup dans la région de la Côte-Nord parce qu'il manquait d'employés, leurs maisons préfabriquées, actuellement, c'est en ralentissement parce qu'il n'y a plus de demande sur la Côte-Nord. Donc, le Plan Nord, ça devait avoir un effet à quelque part.

On regarde, j'ai une lettre, ici, d'une mère qui se plaint du gouvernement, qui dit que «mon fils a été obligé de s'en aller en Saskatchewan pour travailler». C'est un soudeur. Il travaillait dans le Plan Nord. Il prenait l'avion, il s'en allait. Il s'en allait travailler dans le Plan Nord et revenait chez lui régulièrement. Sa mère voudrait qu'il revienne au Québec. Il est en Saskatchewan.

Les gens à Dudswell, qui travaillaient sur le Plan Nord, qui prenaient l'avion à Sherbrooke sur une base… à toutes les deux semaines, ils allaient dans le Plan Nord, ils revenaient. Bien là, savez-vous où ils sont? Ils sont en Alberta, M. le Président, parce que… Puis, en plus, ils sont venus nous voir au bureau parce qu'ils nous ont dit qu'ils s'étaient fait accuser de péquistes parce qu'ils ne parlaient pas anglais. Donc, ils sont partis en Alberta travailler pour se trouver des revenus pour être capables de manger à tous les jours. Donc, ça va bien. Ça va bien.

L'agriculture, les familles continuent à quitter les fermes. J'ai une famille, deux jeunes qui avaient pris la relève de leur père, ils abandonnent. J'ai un cousin, son fils a décidé d'abandonner la ferme parce qu'il n'y avait pas de futur dans l'agriculture au Québec actuellement. Il y a une démoralisation continuelle, perpétuelle. La situation, elle est abyssale, elle est… Ça fait mal aux familles du Québec. Il n'y a pas de chômage dans notre secteur; les gens s'en vont parce qu'il n'y a pas d'espoir dans le futur.

Je crois que le gouvernement devrait faire attention. Ils manquent un peu de sensibilité dans leur évaluation des choses. On pense que ça va bien. Dans notre secteur, on peut parler de la construction résidentielle, de la construction commerciale : un désastre, M. le Président. La construction est en décroissance rapide. Et ça se continue. Ça va être une des pires années qu'on n'aura pas rencontrées depuis longtemps.

Je pense que, quand on se dit un gouvernement économique, je ne crois pas qu'on puisse faire de plus grands désastres que ça, O.K.? Le gouvernement actuel n'a pas de sensibilité, n'a pas d'intérêt à faire de l'économie au Québec.

Le Président (M. Hamad) : O.K. Merci. Alors, Mme la ministre.

Mme Zakaïb : J'ai combien de temps, M. le Président?

Le Président (M. Hamad) : Cinq minutes.

Mme Zakaïb : Cinq minutes?

Le Président (M. Hamad) : Oui.

Mme Zakaïb : O.K. M. le Président, tout d'abord, je tiens à dire que je suis très sensible quand les gens perdent leur emploi. J'ai travaillé toute ma vie en développement économique pour sauvegarder, créer des emplois au Québec et je suis très sensible à ça.

Maintenant, certains des dossiers dont a parlé le député de Mégantic, ce sont des dossiers conjoncturels. Il ne faut pas, je le disais tantôt, penser que le gouvernement a un impact considérable sur l'ensemble des données. En fait, le Québec s'est bien tiré de la dernière récession, selon moi, pour trois facteurs. Premièrement, les infrastructures. Après l'effondrement du viaduc, le Québec a investi énormément en infrastructures. Ça a aidé temporairement l'économie du Québec, mais ça a augmenté considérablement notre dette. Et je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit tantôt le député de La Prairie, je suis parfaitement d'accord lui.

Deuxièmement, on a surfé, comme le disait le député de Sanguinet, sur une augmentation du coût des matières premières. Maintenant, ce prix-là a chuté. Alors, le fait qu'il n'y ait plus aujourd'hui… qu'il y ait moins de projets dans le Nord, c'est à cause du coût des matières premières. Et, M. le Président, malheureusement, le gouvernement du Parti québécois, comme celui du Parti libéral, n'a aucun impact sur le coût des matières premières. Ce sont des grands courants mondiaux, et on ne peut rien y faire, M. le Président.

Mais ça ne veut pas dire qu'on ne travaille pas à essayer de trouver des emplois à ces gens-là. Emploi-Québec essaie, avec l'emploi pour tous, de reclasser les travailleurs, parce qu'effectivement on a à coeur, M. le Président, ce qui se passe quand quelqu'un perd son emploi.

Un grand frein au développement économique du Québec, M. le Président, c'est la corruption, c'est la collusion. J'ai fait une mission en Inde, M. le Président, j'ai fait une mission au Mexique, et, quand on me demande ce qui se passe au Québec, au Mexique et en Inde, sur la corruption et la collusion, M. le Président, je ne suis pas fière de ce qui s'est passé, je ne suis pas fière de ce que j'entends à la commission Charbonneau. Et, quand je parle à des entrepreneurs, parce que, régulièrement, je rencontre des entrepreneurs, et, pas plus tard que la semaine dernière, je rencontrais des gens… et les entrepreneurs du Québec me disent : Vous savez, quand on va à Toronto, quand on va à l'étranger, on se fait poser des questions sur la corruption et la collusion au Québec. Puis ça, ça fait en sorte que des entreprises… qui y pensent par deux fois avant de venir s'installer au Québec et avant de faire des projets d'envergure au Québec parce qu'ils pensent qu'on est incapables de contrôler nos coûts à cause de la corruption et de la collusion. M. le Président, je suis obligée de le dire : Pendant des années, le Parti québécois, dans l'opposition, a demandé une commission d'enquête, et la corruption, la collusion, malheureusement, je dois le dire devant tous les Québécois, c'est l'héritage du Parti libéral, M. le Président.

Maintenant, quand on aura fait du ménage, quand on aura terminé de faire le ménage dans nos institutions, je pense qu'on va être capables de démontrer à l'ensemble des États qu'on a fait le ménage, qu'on a eu le courage d'aller devant une commission et qu'on a eu le courage de mettre en place des mesures pour faire en sorte que ça ne se retrouve plus. Et ça, M. le Président, c'est ce qui fait mal au Québec. Et on parle de développement économique, mais on ne peut pas parler de développement économique et d'attirer de l'investissement étranger sans parler de ce qu'on a vécu : de la collusion, de la corruption. Et, dans certains cas, on nous dit que les prix des contrats ont été gonflés de 20 % à 30 % et que cette collusion-là a coûté très cher au gouvernement, M. le Président. Elle nous a coûté cher dans les deniers publics et elle nous coûte cher au niveau de la réputation internationale.

Maintenant, M. le Président, nous travaillons partout, dans toutes les régions du Québec, je l'ai dit, à empêcher que certaines entreprises perdent, ferment, que des emplois sont perdus, à en créer d'autres en soutenant l'investissement privé. Parce que c'est de cette façon-là, M. le Président, qu'on va en sortir gagnants, c'est en aidant nos entreprises à créer des emplois, en aidant nos entreprises à être compétitives, à tirer leur épingle du jeu au niveau mondial. Il faut arrêter d'investir dans l'asphalte et pelleter ça dans la dette, M. le Président. C'est ce qu'on a fait pendant des années.

Aujourd'hui, le député de La Prairie a parfaitement raison, on n'a plus aucune marge de manoeuvre. On ne peut pas endetter plus les Québécois. On ne peut pas demander plus aux Québécois.

M. Le Bouyonnec : ...

Le Président (M. Hamad) : Une question de règlement, plutôt?

M. Le Bouyonnec : Excusez-moi, Mme la ministre. Je comprends, M. le Président, que vous êtes critique en matière économique, mais là vous êtes président, vous avez un devoir d'impartialité. Donc, je comprends que votre équipe économique n'est peut-être pas aussi forte que vous pour répondre à la ministre, mais je vous demanderais d'être neutre pendant cette interpellation.

Le Président (M. Hamad) : Est-ce que vous avez vu un signe de non-neutralité, M. le député de La Prairie?

M. Le Bouyonnec : Bien, écoutez, si j'interviens, M. le Président, c'est justement pour ça.

Le Président (M. Hamad) : Alors, Mme la ministre, c'est à vous la parole.

Mme Zakaïb : Merci, M. le député de La Prairie. Merci, M. le Président. Alors, je disais justement qu'il faut cesser d'endetter les Québécois. Il faut cesser d'endetter les générations à venir, M. le Président. Il faut qu'on travaille avec les entreprises à ce qu'elles soient compétitives. La clé du succès, c'est la productivité, et il faut travailler sur les déterminants de la productivité. M. le Président, ça ne se fait pas en criant ciseau. On ne peut pas improviser ça. Je vous invite à lire la politique industrielle et la politique économique qui vont être déposées par notre gouvernement : vous allez voir, nous allons travailler aux bons endroits pour faire en sorte de créer des emplois de qualité dans toutes les régions du Québec. Je vous remercie.

Le Président (M. Hamad) : Merci, Mme la ministre. Alors, M. le député de Sanguinet.

• *(11 h 20)* •

M. Therrien : Merci, M. le Président. Alors donc, je vais poursuivre, mais plus sur une dimension au niveau international, parce qu'il ne faut pas négliger que la croissance des exportations est extrêmement importante. On a vu se dégrader les exportations, au Québec, dans les dernières années, dans les 10 dernières années, si on fait exception, encore une fois, là, des matières premières. Il y a des raisons pour ça. Disons qu'aux États-Unis ils ont eu une récession assez sévère. Encore une fois, les Américains ne sont pas nécessairement sortis de cette difficulté économique, parce qu'ils ont évité le «fiscal cliff» récemment, mais, encore une fois, là, ils sont aux prises avec des problèmes d'endettement public élevés et des problèmes politiques qui font en sorte qu'on ne sait même pas s'ils vont être capables, dans le prochain mois, de payer leurs fonctionnaires. En Europe, finalement, là, la descente aux enfers est terminée. Ça veut dire qu'on pourra avoir une augmentation, là, prévisible des exportations, là, d'ici six mois, un an, là, de façon concrète en Europe. Même si ce n'est pas notre partenaire principal, c'est quand même intéressant.

Il faut souligner le travail effectué par le ministère des affaires extérieures et du... le ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur d'abord en intensifiant ses liens avec les États-Unis. Justement, je suis allé faire un voyage pour faire l'étude du marché du Texas, qui est le cinquième partenaire commercial du Québec. Et on va ouvrir un bureau, une annexe du bureau d'Atlanta pour justement faciliter les exportations. On travaille là-dessus. Expansion Québec veut tout simplement, là, augmenter la présence du Québec, et ce, à des frais très, très, très petits. Et ça va permettre aux entreprises, là, d'avoir un encadrement. Et même les petites entreprises, les petits entrepreneurs vont pouvoir, à travers ce réseau, là, extrêmement bien défini… de pouvoir aller vendre à l'étranger, même s'ils n'en ont pas nécessairement, entre guillemets, les moyens, à travers ce réseau-là.

Et, évidemment, là, on parle de lancer des pistes vers l'Afrique, ce qui est une possibilité, parce que la plupart des pays industrialisés se lancent de ce côté-là. Alors, il y a cette possibilité-là. Et, évidemment, à travers toute cette stratégie d'exportation qu'on est en train d'établir — parce que, pour nous, c'est extrêmement important que les Québécois parlent au nom des Québécois à l'étranger, parce que c'est la meilleure façon de vendre nos produits, parce qu'il n'y a rien de mieux qu'un Québécois pour savoir ce qu'on vend et ce qu'on ce qu'on produit au Québec — bien, à ce moment-là, on est en train justement, là, de donner un bon coup de pouce à cette croissance économique là qui pointe à l'horizon.

Et évidemment il faut parler des investissements. La stratégie de la ministre ici présente, d'intervenir et de faire en sorte de doper les investissements, écoutez, c'est un incontournable. Comme je l'ai dit tantôt, quand on parle d'investissement, on parle de compétitivité, et c'est de s'assurer que, même s'il y a des variations de la devise canadienne par rapport aux États-Unis, surtout, que, si on a une compétitivité qui augmente, si on va arriver avec des travailleurs, qu'ils aient des outils plus efficaces, que les travailleurs soient davantage portés à aller à l'école, à ce moment-là, le travailleur va se défendre contre la compétition étrangère.

Nous, on croit beaucoup à l'investissement en termes de capital fixe, mais on croit aussi au capital humain. Et c'est pour ça qu'un des premiers gestes qu'on a faits, c'est d'éliminer l'augmentation des frais de scolarité, qui avait créé un véritable schisme dans la population et qui avait créé une confrontation dans les rues. Et nous, on pense que la meilleure façon, ultimement, la meilleure façon de développer une économie, ça passe par l'éducation. Et la ministre fait des efforts, justement, et va arriver avec un plan, là, dans sa politique industrielle, qui va justement présenter, là, des projets très concrets pour faciliter l'innovation, pour faciliter la connaissance, pour rendre plus accessibles les universités, les cégeps et les universités pour les gens qui veulent acquérir des connaissances, qui vont protéger justement ces individus-là, ces familles-là, comme vous dites, protéger contre les variations de l'économie, contre les supercycles qui sont liés aux ressources naturelles et faire en sorte qu'on puisse avoir, dans nos régions, partout au Québec, parce que c'est… On parle d'économie des régions, mais on parle d'économie du Québec dans son ensemble. Cette politique liée à l'investissement, ça touche tout le Québec au complet. Évidemment, il y aura un rayonnement dans les régions, mais les autres parties, les régions urbaines, qui ont leurs problèmes aussi, ne seront pas laissées pour compte dans cette progression, si on veut, là, de notre politique qui est à venir, là, qui va être déterminée, là, bientôt, dans un cadre beaucoup plus structurant.

Alors, c'est ce qu'on projette de faire et on est convaincus qu'on laissera des liens positifs et indélébiles sur la société québécoise et que notre tissu industriel ne sera plus jamais aussi abîmé qu'il l'est actuellement à cause des neuf ans du règne libéral, du laisser-faire, laisser-aller.

Le Président (M. Hamad) : Merci, M. le député. Maintenant, c'est le député de l'opposition, député de Rivière-du-Loup—Témiscouata, cinq minutes, votre dernier cinq minutes, en fait.

M. D'Amour : Merci, M. le Président. Il y a une expression qui me vient à l'esprit depuis quelques minutes en écoutant les représentants du gouvernement : un déluge de mots dans un désert d'idées. C'est ce à quoi on assiste, M. le Président.

Ce matin, là, la ministre déléguée nous a parlé de politique industrielle transversale, tantôt de déterminants, de supercycle, de stratégies... Nous, ici, on vous parle de M. Pelletier, on vous parle de M. Rioux, de M. Bérubé, de M. Côté, hein, de Mme Sinclair, des gens qui ont perdu leur emploi au Québec. Ça vous dit quelque chose? 45 000 emplois perdus au Québec. Les gens, ils ne veulent pas entendre parler de politique industrielle transversale, ils veulent entendre parler de leur emploi, ils veulent entendre parler d'eux, de leurs régions, maintenant, à travers des solutions concrètes, comme à l'époque où nous formions le gouvernement.

La ministre a eu raison, M. le Président, sur quelque chose tantôt. Elle a dit : Le gouvernement libéral n'avait pas une seule politique. Effectivement, nous en avions 10. Je vais vous donner des exemples de gestes concrets qui ont favorisé l'emploi : stratégie de la recherche et de l'innovation, Plan d'action en faveur du secteur manufacturier, l'élimination de la taxe sur le capital, lancement d'un programme majeur pour la construction et la restauration d'infrastructures publiques dans toutes les régions du Québec, prime au travail pour encourager les personnes à faibles revenus. Des mesures concrètes qui ont donné des résultats pour l'emploi, qui ont permis aux Québécois et aux Québécoises de pouvoir faire leur épicerie, de payer leur hypothèque, de se construire la petite maison à laquelle ils ont rêvé toute leur vie. C'est ça qu'on faisait à l'époque où on formait le gouvernement.

Aujourd'hui, vous nous parlez de politique industrielle transversale, M. le Président, de supercycle et de toutes sortes de mots dont on n'a pas besoin. Puis, le pire, dans tout ça, c'est que la CAQ, là, nos voisins, ce matin, partagent la même philosophie. C'est à croire qu'ils vont embarquer dans le même autobus pour parcourir le Québec bientôt en campagne électorale.

45 000 personnes, M. le Président, ont perdu leur emploi. Ça fait mal. On peut bien faire dans le déni, ce matin, là, mais il y a des gens, des économistes, des gens crédibles, des gens qui savent de quoi ils parlent, là, qui nous parlent, eux, de récession. Le Québec va frapper un mur.

La politique industrielle, là, elle est où? Ça fait plus d'un an qu'on nous en parle, de la politique industrielle. Vous nous en parliez au moment de couper les budgets en ressources naturelles, vous nous en parliez au moment où vous avez coupé les budgets en agriculture. L'occupation du territoire, M. le Président, est-ce que ça leur dit quelque chose, occupation dynamique du territoire dans les régions du Québec, dans les municipalités?

Les Québécois ont mal, les Québécois souffrent, hein? La moitié des faillites au Canada, c'est au Québec. Puis la plus grande faillite, M. le Président, c'est la faillite du gouvernement du Parti québécois. C'est ça, dont on parle. Puis ce matin, là, il y a une nouvelle expression qui vient à la mode, le Surintendant aux faillites. Il n'y a pas grand monde qui savait que ça existait, hein, au Québec puis au Canada. Vous, vous nous en parlez. C'est rendu une référence. La référence du gouvernement de la ministre déléguée, M. le Président, c'est le Surintendant aux faillites. On parle des vraies choses, on parle de l'emploi.

Puis les caquistes puis les péquistes, un seul et même combat : eux, là, nous parlent de théorie, de politique industrielle transversale ou de groupes ministériels. On pense fort. Nous, ce qu'on veut, c'est de l'action, puis ce qu'on propose aux Québécois, c'est ça. On veut de l'action.

Le Plan Nord est mort, ils l'ont tué, M. le Président. Le Plan Nord est rendu en Ontario, hein? Comment ça se fait qu'au niveau de l'industrie minière ça va bien ailleurs puis que ça ne va plus au Québec, hein? Les redevances, là, on va avoir des redevances au Québec si on a de l'activité minière. Alors, vous avez... par l'incertitude que le gouvernement a créée, bien, on a tué le Plan Nord, on a tué les investissements. C'est la réputation du Québec à l'étranger. On nous a fait un discours il y a quelques instants sur le Québec international, là. Bien, la réputation du Québec à l'étranger, elle est entachée. Les gens n'investissent plus ici, hein, c'est aussi simple que ça.

Et, pendant ce temps, au Québec, dans une région près de chez nous, qu'on soit dans le Bas-Saint-Laurent, qu'on soit en Mauricie, qu'on soit en Gaspésie, nous sommes des victimes du gouvernement du Parti québécois. Le Parti québécois crée une chose, il crée des chômeurs, M. le Président. Le Parti québécois fait mal à l'économie de chacune des régions ressources du Québec. Ça ne va pas bien. La liste des fermetures, si on devait l'établir ce matin puis la nommer, je pense qu'on devrait être ici jusqu'à la semaine prochaine. La liste des fermetures, elle est impressionnante. La moitié des faillites — ça parle, ça — la moitié des faillites canadiennes se trouve au Québec au cours de la dernière année. C'est ça que vous avez fait. La seule industrie dans laquelle le gouvernement, finalement, n'est pas si mal, c'est l'industrie de la faillite : 45 000 emplois au même moment, au même moment, où au Canada on crée 145 000 emplois. Les familles d'ici, au Québec, souffrent, ont mal, puis, par... là-dessus, bien, on leur envoie des comptes de taxes scolaires qui ont été augmentées. On crée du chômage chez la ministre de la faillite à laquelle nous sommes confrontés ce matin. Puis la CAQ, ils sont d'accord avec eux autres, M. le Président. C'est la triste réalité à laquelle on est confrontés.

• *(11 h 30)* •

Le Président (M. Hamad) : Alors, Mme la ministre, cinq minutes.

Mme Zakaïb : M. le Président, ce qui nous a amenés à parler du Surintendant des faillites, ici, aujourd'hui, c'est qu'il a fallu rectifier les faits, encore une fois, parce que le Parti libéral fait des interventions à partir de titres d'articles de journaux, M. le Président. On a été obligés de parler du Surintendant des faillites parce que c'est lui qui émet les vrais chiffres de faillite au Canada, M. le Président, et il les émet pour chacun des territoires. Et, pour le Québec, M. le Président, le nombre de faillites diminue présentement au Québec. Et c'est pour ça qu'on a parlé du Surintendant des faillites. Maintenant, s'il faut à chaque fois citer les sources, il va falloir qu'on dise d'où elles proviennent, M. le Président.

Maintenant, je vais vous parler d'emploi — je reviens — emploi, et là on parle de M. Tremblay, de Mme Côté et de M. Nguyen aussi, parce que le Québec est diversifié, M. le Président. On va parler d'emploi. Je reviens sur ce qu'on a dit déjà, M. le Président : la caution libérale en matière d'économie, M. Bachand, qui a maintenant quitté, qui fait

en sorte que l'équipe économique est rendue à peau de chagrin dans le Parti libéral, alors M. Bachand, dans son propre budget, avait prévu 20 000 emplois de plus en 2012, 20 000 emplois créés de plus. Nous en avons fait 30 000, 10 000 de plus que ce que le Parti libéral avait prévu, le parti supposément de l'emploi, le parti supposément de l'économie. Et, quand on regarde en 2013, M. le Président, c'est 62 200 emplois de plus au Québec. Il n'y a jamais eu autant de Québécois à l'emploi que depuis le gouvernement du Parti québécois, M. le Président.

Si vous voulez parler de perte d'emploi, on va parler de perte d'emploi pendant le règne libéral, M. le Président. Voici l'autre tableau que nous avons préparé. Il y a des industries complètes, M. le Président, qui sont mortes au Québec. Et aujourd'hui les derniers remparts de ces industries-là continuent à fermer. Pourquoi? Parce que, pendant des années, on n'a pas aidé nos entreprises à se moderniser. Parce que, pendant des années, on investissait dans l'asphalte, M. le Président. Je n'ai rien contre le fait qu'on protège nos routes et que les routes du Québec soient belles, mais ce n'est pas un modèle de développement économique, c'est de l'entretien, M. le Président. Je suis d'accord pour entretenir les routes, mais il faut investir dans nos industries pour qu'elles soient compétitives. C'est elles qui créent de l'emploi, M. le Président.

Regardez ce qu'on a fait entre 2005 et 2012, le nombre d'emplois perdus dans le bois, dans le papier, dans le meuble, M. le Président. C'est près de 20 000 emplois. Des industries complètes qui sont moribondes, M. le Président, parce qu'on n'a pas investi puis on n'a pas pris le tournant du XXIe siècle.

M. le Président, pendant des années, on a exporté à cause de la faiblesse de notre dollar. Aujourd'hui, on a un dollar à parité, M. le Président. Il va falloir que nos entreprises soient compétitives de façon intrinsèque, M. le Président. On ne peut plus se fier à la faiblesse du dollar.

Et comment faire pour faire ça? C'est de la productivité que ça prend. Il faut investir dans les moyens de production. Il faut prendre le virage du XXIe siècle. Il faut qu'on parle de robotisation. Imprimantes 3D, M. le Président, partout à travers le monde, on parle d'impression 3D. Et, au Québec, il n'y a rien qui s'est fait dans ce domaine-là.

M. le Président, ce n'est pas en criant ciseau qu'on va trouver des solutions à long terme, des solutions structurantes, des solutions durables. Mais on a pris le virage pour le faire, M. le Président. On arrête de jouer au pompier. C'est fini, l'asphaltage pour du développement économique. De l'asphaltage, c'est pour de l'entretien, M. le Président.

Le gouvernement du Parti québécois propose des actions structurantes, des actions où chacune des régions du Québec, autour de leurs créneaux d'excellence, va développer des entreprises qui vont offrir des emplois de qualité.

Vous savez, M. le Président, je vous l'ai dit, j'ai fait la tournée du Québec. Et souvent, quand je parle à des entrepreneurs, et je leur demande : Quel est le principal frein à votre croissance?, on me parle naturellement d'investissement, de modernisation mais également de main-d'oeuvre, M. le Président. Alors qu'on a un taux de chômage qu'on voudrait moindre, il y a des emplois disponibles au Québec, sauf qu'on n'a personne pour combler ces emplois-là. Ça fait que ça veut dire qu'il y a aussi du chemin à faire au niveau de la formation de la main-d'oeuvre. Et le Parti libéral, qui est le parti qui a créé les faillites d'aujourd'hui… Ce n'est pas moi qui le dis, c'est M. Girard, M. Girard l'a dit, c'est le bulletin du Parti libéral, ce qu'on a aujourd'hui. Maintenant, M. le Président, ça fait un an qu'on est au pouvoir. Donnez-nous quatre ans majoritaire, M. le Président, on va remettre le Québec dans le droit chemin, on va créer des emplois à long terme, des emplois durables. Vous allez le voir dans notre politique économique qui s'en vient, M. le Président. Enfin, ça va être l'investissement dans les entreprises, enfin, ça va être des emplois du XXIe siècle, des emplois que nos jeunes ont le goût de combler, des défis pour nos chercheurs, des défis technologiques et des entreprises tournées vers l'avenir M. le Président.

Le Président (M. Hamad) : M. le député de Sanguinet.

M. Therrien : Merci, M. le Président. Un déluge de mots dans un désert d'idées. Moi, quand je m'en vais en interpellation, je demande toujours qui va se retrouver de l'autre côté, question de s'informer, et ces mots-là caractérisent bien le député de Rivière-du-Loup, ce que j'ai entendu. Puis de toute façon ses interventions en Chambre, ça ressemble à ça, à un désert d'idées. C'est sûr que le mot juste, supercycle, des mots comme ça, pour les utiliser, il faut les comprendre évidemment. Et évidemment que la parole est le véhicule de la pensée. Alors, si votre pensée est bien construite, est bien claire, il faut utiliser le mot juste. Mais il faut avoir un vocabulaire pour ça, alors donc… Non, mais achetez-vous un dictionnaire, ça va faire du bien.

Alors, ensuite, je parlerais des politiques…

Une voix : …

M. Therrien : Quoi? Qu'est-ce que j'ai fait?

M. D'Amour : …que ce n'est pas conforme au règlement, pas du tout. Puis je vous demande d'intervenir.

Le Président (M. Hamad) : Alors, M. le député, un peu la prudence, s'il vous plaît.

M. Therrien : Pas de problème. Ça va me faire plaisir. Alors, je reviendrais, là, sur des politiques qui n'ont pas d'impact sur M. Michaud, Mme Dubé, ainsi de suite. Ce n'est pas vrai. Les politiques gouvernementales sont faites justement pour avoir un impact dans l'économie, pour avoir un impact dans la vie des gens. Je veux dire, la politique familiale de quand on a fait les garderies à 5 $, il y a eu des changements dans la vie des gens. Je veux dire, c'est… dans les CPE, les gens ont changé leurs modes de vie, il y a eu une augmentation du taux de natalité. Je veux dire, il y a des impacts concrets.

Je veux dire, à un moment donné, là, quand tu es au gouvernement, tu as des responsabilités, puis tu as à mettre en place un climat économique, social, politique, culturel qui permette aux gens de s'épanouir puis aux gens

justement de trouver un emploi puis de changer leurs modes de vie vers une optimisation de leur vie. Je veux dire, c'est… Regardez le plan Biron dans les années 80. Le plan Biron a sauvé plein de gens de la faillite. C'est concret. Il y a eu des milliers de faillites qui ont été évitées à cause du plan Biron. Le plan Paillé, dans les années 90, qui a permis justement d'augmenter la formation, la formation d'entreprises. C'est un plan qui a amené des résultats concrets. Je veux dire, c'est comme ça.

Ce n'est pas parce qu'on ne fait pas de politique parce qu'on n'a pas d'idée que, quand quelqu'un dit : On va faire une politique, que ce n'est pas bon. Ça, c'est de la jalousie, c'est mal placé, ça. Voyons donc!

Alors donc, quand on parle d'accès à la propriété, quand il parle d'accès, M. le député parle d'accès à la propriété, M. le Président, qu'est-ce que le gouvernement du Parti libéral a fait quand Flaherty, il a limité l'accès à la propriété? Quelles ont été leurs interventions à Ottawa à part se mettre à genoux comme des béni-oui-oui, comme d'habitude, sans jamais demander leur reste? Quand le gouvernement fédéral, il a dit : On va limiter l'accès à la propriété, on va faire en sorte qu'on va avoir des délais plus courts, qu'on ait un montant d'argent plus…

Une voix : …

M. Therrien : Pardon?

Une voix : C'est quand tu cognes sur la table…

M. Therrien : Ah! Excusez-moi. Excusez-moi. Excusez-moi, je ne cognerai plus, je vous jure.

Mais, quand on nous demande d'avoir un «cash down», en bon français, plus élevé, bien, ça limite l'accès à la propriété. Le gouvernement québécois, ça, ça a été fait pour quoi? Ça a été fait pour limiter la bulle spéculative qu'il y avait dans l'ouest du pays. Nous, on n'est pas impliqués par ça, l'ouest du pays. La bulle spéculative, elle n'est pas chez nous. Pourquoi ils n'ont pas défendu nos intérêts? On ne les a jamais entendus là-dessus, jamais. C'est des questions qu'on peut se poser.

Quand M. le député dit qu'on va frapper un mur, moi, ça me fait bien rire. En décembre 2008, quand il y a eu la campagne électorale, notre première ministre actuelle, qui était chef de l'opposition, disait à tout le monde qu'on était et qu'on s'en allait en crise économique. Puis le gouvernement de l'époque, le Parti libéral avec Monique Jérôme-Forget, disait : Non, non, non, on ne va pas en récession. Ils avaient les deux pieds dedans puis ils n'étaient même pas capables de voir qu'on allait en récession, alors que tous les autres partis, on avait vu juste, y compris l'ADQ à l'époque. Faites votre revue de littérature, vous allez bien le voir. On disait : On s'en va en récession, il faut faire quelque chose. Et la réponse du Parti libéral, c'était : Il n'y a pas de récession en vue. Puis après il va commencer à jouer la spéculation aujourd'hui? Moi, je peux vous dire, le prochain trimestre, il va être positif, c'est très, très évident. Je veux dire, je suis prêt à mettre ma parole en jeu. Je veux dire…

Une voix : …

M. Therrien : Non, non, non, absolument pas. Là, on va écouter…

Le Président (M. Hamad) : …

• *(11 h 40)* •

M. Therrien : Oui, c'est ça. Dernière chose. Bon. Écoutez, je comprends que les mots sont difficiles à enregistrer de l'autre côté, mais on parlait de chiffres. Puis je m'aperçois aussi que les chiffres sont difficiles à enregistrer. Il revient sur le plan Nord en Ontario, il dit qu'en Ontario, ça va bien. Je reviens sur les chiffres que j'ai donnés tantôt; je pense qu'il n'a peut-être pas compris. Puis ce n'est pas grave, c'est des choses qui peuvent arriver. En Ontario, 1,07 milliard en 2011, ça a tombé à 754 milliards en 2013 : une baisse de 29,3 %. Là, le Plan Nord, il n'existe plus, là. Québec, 833 millions : une baisse de 17 %, comparée à 29 %. La baisse est beaucoup plus faible au Québec qu'en Ontario parce qu'on a pris des décisions éclairées puis qu'on a fait en sorte de limiter justement l'effet, le ressac causé par le supercycle des prix des matières premières. C'est là-dessus qu'on a travaillé. Puis on va continuer parce que nous, on a des idées et on va faire en sorte que ces idées-là soient bien ancrées dans la vie des personnes, au Québec, pour qu'elles aient une réalité puis un nom : M. Prud'homme, M. Boivin, M. Le Bouyonnec.

Conclusions

Le Président (M. Hamad) : Merci, M. le député de Sanguinet. Maintenant, pour conclure, Mme la ministre, vous avez 10 minutes.

Mme Élaine Zakaïb

Mme Zakaïb : M. le Président, je crois qu'on a démontré que notre gouvernement a non seulement les compétences, mais également les idées pour développer l'économie du Québec. On a une vision claire de ce vers quoi le Québec doit tendre, basée sur une analyse rigoureuse de la situation du Québec et des tendances de l'économie mondiale. On a une vision qui s'exprime à travers des orientations ambitieuses mais réalistes et des actions concrètes. On a une vision qui s'appuie sur des bases solides maintenant que nous avons fait le ménage dans les finances publiques.

M. le Président, c'est important de le dire : On est arrivés au pouvoir avec un trou de 1,6 milliard de dollars, en plus de projets qui avaient été annoncés partout à travers le Québec et qui n'avaient pas été budgétés, M. le Président. Je crois que notre vision, malgré le contexte difficile, va faire en sorte d'amener le Québec ailleurs, ce qui est contraire à la vision du gouvernement précédent, M. le Président.

Le gouvernement précédent avait une vision économique à court terme, une vision économique, je l'ai dit tantôt, qui était de l'asphaltage et du copinage, M. le Président. Asphaltage, je n'ai rien, et je le répète, contre l'asphaltage de routes; c'est normal qu'on entretienne nos routes, et nous allons continuer de le faire. Mais une vision de développement économique, c'est autre chose que des travaux d'infrastructure, M. le Président. Parce que ce que ça fait, des travaux d'infrastructure, ça crée une embellie à court terme qui est compensée ou qui fait en sorte d'augmenter de façon considérable la dette de l'État. Et la dette québécoise, M. le Président, présentement est énorme, énorme, et nous devons, nous avons un devoir de contrôler les dépenses publiques pour faire en sorte que, pour les générations à venir, ce poids-là soit moins grand.

Alors, une vision basée sur du court terme, sur un plan Nord, un plan marketing qui privilégiait certaines régions au détriment d'autres, qui bradait nos ressources naturelles au profit d'entreprises privées, souvent étrangères, et qui n'auraient pas, M. le Président, survécu à la situation actuelle du marché minier... Même si on tente de nous imputer la responsabilité des projets retardés, M. le Président, c'est la conjoncture économique mondiale qui fait en sorte que ces projets-là soient retardés. Et le Plan Nord n'aurait pas réussi, peu importe... n'aurait pas réussi à contrer cette vague mondiale.

Leur bilan économique pour les années 2011 et 2012 a été, comme l'a démontré le Conseil du patronat du Québec, pourtant qui est leur allié naturel, bien en deçà des attentes. Vous avez eu la note C pour... d'après le Conseil du patronat, sur votre bilan économique. Et moi, je n'ai pas eu ça souvent, C, pendant que j'étais aux études. Ce n'est pas une note que j'apprécierais comme gouvernement. Vos compétences en économie, parti de l'opposition, depuis le départ de M. Bachand, c'est réduit à peau de chagrin. Voilà, maintenant, M. le Président, le portrait réel que les Québécois doivent considérer.

Depuis notre arrivée en poste maintenant, malgré un contexte difficile, je le disais, contexte budgétaire difficile qui était la conséquence de la mauvaise administration libérale, on a quand même investi 2,2 milliards de dollars dans des entreprises, M. le Président, dans le développement économique, des sommes qui ont permis des investissements totaux de 6,8 milliards, qui ont permis de créer plus de 22 000 emplois au Québec, 22 000 emplois de Mme Croteau, de M. Dion et de M. Nguyen, comme je disais tantôt. Ce ne sont pas que des statistiques, M. le Président, ce sont des êtres humains qui travaillent grâce aux interventions du gouvernement.

Des gains rendus possibles grâce à 1 576 interventions réalisées par notre gouvernement auprès d'entreprises, M. le Président, d'entreprises établies dans toutes les régions du Québec. Les régions qui sont, je le rappelle, et ont toujours été au coeur du développement économique du Québec dans les gouvernements du Parti québécois. Nous les considérons comme des forces vives et nous leur donnons les moyens de croître, M. le Président. C'était notre message au moment de la création des créneaux ACCORD en 2002. C'était notre message lors de notre arrivée au pouvoir il y a un an. Ça l'est encore aujourd'hui et ça va le rester pour les années à venir, M. le Président.

On n'est pas dans un discours à la mode, on n'est pas dans l'air du temps, M. le Président. On est dans un désir profond, dans une volonté inébranlable de se donner un pays, M. le Président, et, pour qu'on se donne un pays, on va le baser sur des régions prospères, sur un Québec fort, prospère et durable, et c'est là-dessus qu'on travaille, M. le Président.

Notre première volonté a été d'aider les entrepreneurs de toutes les régions, en mettant à leur disposition un service unifié qui allait leur simplifier la vie, qui allait doter le Québec d'un levier puissant, qui était la Banque de développement économique du Québec. M. le Président, le parti de l'opposition a décidé de faire en sorte que le projet de loi ne voit pas le jour. Ça ne nous arrêtera pas, M. le Président. Nous allons continuer à faire croître les régions, nous allons, dans chacune des régions du Québec, travailler autour des créneaux d'excellence, travailler à avoir des chaînes de valeurs complètes dans chacune des régions, dans chacun de nos créneaux d'excellence. Nous allons former des chaînes d'approvisionnement, des chaînes de valeurs fortes vers l'avenir. Et nous allons également déposer une politique économique, une politique industrielle qui vont tourner nos entreprises vers le XXIe siècle, M. le Président.

Nous avons créé des fonds de diversification économique suite à chacune des décisions qu'on a dû prendre, qui étaient des décisions difficiles, je le répète, mais des décisions qui étaient nécessaires et responsables. On a créé un fonds de diversification économique au Centre-du-Québec, en Mauricie et un autre dans la région d'Asbestos. Je l'ai dit tantôt : Ces fonds de diversification économique ont mis en concertation les acteurs économiques de chacune des régions, qui ont défini eux-mêmes quels seraient les critères de ces fonds-là. Et déjà, dans chacun de deux fonds, des premiers dossiers voient le jour. M. le Président, quand on parle de diversification économique, ce n'est pas jouer aux pompiers, ce n'est pas des résultats immédiats, ça prend du temps et je vous annonce que dans les prochaines semaines, des annonces vont être faites de plusieurs… plusieurs annonces dans chacun des fonds de développement économique vont être faites pour aider nos acteurs locaux et régionaux à développer leur économie, à développer de façon durable et offrir un milieu de vie sain et sécuritaire, M. le Président. Quand on dit non à l'amiante, quand on dit non au nucléaire, c'est qu'on veut protéger les Québécois, protéger les travailleurs, les travailleuses de chez nous et du monde entier.

Je tiens aussi à rappeler, M. le Président, notre intervention régionale, qui s'accompagne d'une politique transversale. Et, quand on parle de politique transversale, c'est peut-être des grands mots que certains ne comprennent pas, M. le Président, chez l'opposition. Ce qu'on veut dire par là, M. le Président, c'est que, dans notre politique industrielle, on va investir dans tous les secteurs, parce qu'il y a des secteurs clés partout au Québec, dans chacune des régions. Et on va investir dans tous les secteurs, mais on va aider tous les secteurs à être plus productifs, tous les secteurs à être plus compétitifs, afin que nos entreprises puissent exporter. On va regarder quelles sont les entreprises qui peuvent devenir des

fleurons de demain et on va les accompagner, M. le Président. On va investir de façon personnalisée dans chacune d'entre elles pour que les petites entreprises deviennent de moyennes entreprises parce que notre secteur économique est composé de trop petites entreprises, M. le Président, et on va le faire dans chacune des régions du Québec. C'est ça, avoir des leviers déterminants de productivité, partout, travailler sur les véritables leviers créateurs de richesse. Et, pour y arriver, M. le Président, on va travailler à partir de nos forces, de la créativité, du talent, des ressources qu'on a partout à travers le Québec, sur nos créneaux d'excellence qui ont fait rayonner l'expertise des Québécois partout dans le monde. Et on va, de la même façon, M. le Président, garantir un développement durable pour les Québécois, un développement qui va allier le développement social, le développement économique et la protection de notre environnement avec notre politique d'électrification des transports, avec le verdissement de l'ensemble de notre industrie, M. le Président. Le Québec va se démarquer comme un chef de file de développement durable partout à travers le monde et va le faire pour la prospérité du Québec, pour la prospérité de la métropole, pour la prospérité de la capitale nationale et la prospérité de chacune de nos régions.

M. le Président, le plan de développement économique du gouvernement, c'est un plan de développement économique pour tous, c'est un Québec pour tous, c'est un plan de développement économique qui passe par toutes les régions du Québec, un plan de développement qui répond aux impératifs du contexte économique actuel du Québec, qui s'impose en améliorant l'appui aux entrepreneurs de toutes les régions, en appuyant l'électrification des transports, en posant des gestes pour l'innovation, pour les exportations, pour les investissements privés et en continuant de favoriser la réalisation de projets majeurs d'investissement. Alors, M. le Président, un Québec des régions, un développement économique pour et par les régions. Je vous remercie, M. le Président

• *(11 h 50)* •

Le Président (M. Hamad) : Merci, Mme la ministre. Maintenant, la parole à vous, M. le député de Rivière-du-Loup—Témiscouata.

M. Jean D'Amour

M. D'Amour : Merci beaucoup, M. le Président. Je reviens avec l'expression qui me venait à l'esprit tout à l'heure : c'est véritablement un déluge de mots dans un désert d'idées. Pratiquement deux heures après le début de cette interpellation, il n'y a pas un Québécois qui en a appris davantage sur les orientations gouvernementales.

Bien des mots, un déni en regard de la situation qui nous afflige, qui nous touche mais qui nous afflige dans chacune des régions du Québec. La réalité : les chiffres parlent, les faits sont têtus, pour employer une expression qui était chère à une époque de la première ministre. La réalité des choses, c'est 45 000 emplois perdus. 45 000 emplois perdus, M. le Président, là, pour vous donner une illustration de ça, c'est à peu près toutes les familles du Québec qui, directement ou indirectement, sont touchées par ce marasme économique là. Parce que, sur le plan économique, il faut se le dire, c'est un désastre. L'année qui vient de s'écouler a été littéralement un désastre. Et, le pire, en nous annonçant pratiquement les prochaines élections tout à l'heure, la ministre déléguée nous dit : Bien, quatre ans de pouvoir majoritaire péquiste nous permettraient de faire des choses. Est-ce qu'on doit multiplier 45 000 fois quatre, pertes d'emploi, là, 45 000 pertes d'emploi au Québec? C'est la situation. Pendant qu'au Canada il s'est créé 145 000 emplois directs, au Québec, on en a perdu 45 000 dans les régions, et, je le répète, ça fait très mal.

Au Canada, le Québec, sous un gouvernement du Parti québécois, est devenu la capitale des faillites. La moitié des faillites au Canada, on les retrouve ici, au Québec. Ai-je besoin de vous rappeler, M. le Président, vous qui êtes un expert dans le domaine économique, ai-je besoin de vous rappeler à quel point ça fait mal, les dommages collatéraux d'une faillite, les employés, là, qui s'interrogent à savoir s'ils vont recevoir la paie pour leur dernière semaine de travail, ce que ça peut représenter dans la vie de tous les jours? Les entreprises qui ont vendu des biens et des services à ces autres entreprises qui ont fait faillite, comment ils se sentent? Comment se sentent-ils? Est-ce que ça tue l'initiative? Est-ce que ça tue l'entrepreneuriat? Je pense que la réponse est oui.

Les économistes s'entendent — et c'est un concert qu'on peut entendre ce matin dans les médias — sur une chose : le Québec se dirige directement, tout droit dans le mur. On parle d'une récession. On parle d'une récession. Il y a un an, dans certaines régions du Québec, dans certaines régions, pas dans toutes, mais dans certaines régions du Québec, on parlait de plein emploi. Aujourd'hui, on parle de récession. Il s'est passé un peu plus de 12 mois. Et, ce matin, moi, sincèrement, quand je me suis présenté ici avec beaucoup de fierté — parce que, quand je parle de régions, quand je parle des familles, je le fais avec fierté et engagement — je m'attendais à des solutions concrètes, je m'attendais à de l'action, comme nous, on l'a proposé. Notamment, ce qu'on a proposé, comme formation politique : la fin des moratoires sur le développement des ressources naturelles, hein; la résurrection du Plan Nord, qu'ils ont transformé d'une façon à peine qualifiable.

Le Plan Nord, là — je reviens là-dessus, là, parce que c'est important — c'était, pour l'ancien gouvernement, un projet de société bien bâti, bien construit, qui suscitait des investissements qui nous venaient de partout dans le monde, des investissements réalisés au Québec et de la création d'emplois directs pour les gens d'ici, pour les familles d'ici, pour les régions de chez nous au Québec. Le Plan Nord, il reste peu de chose, M. le Président. Je l'ai dit tantôt depuis le début de l'interpellation : On en est, dans le Nord-du-Québec, sur la Côte-Nord, à un taux de chômage de 11 %. Ce n'est pas raisonnable.

Et on nous disait, on nous transmettait un titre récemment, hein : *Québec never again?* Les gens vont investir ailleurs. Et c'est où, ailleurs, dans le domaine minier? C'est notamment en Ontario. Il y a un déplacement de nos emplois, ici, au Québec, là, de notre expertise du Québec, de l'Abitibi, de chez nous, là, vers l'Ontario. Et il y a même un entrepreneur qui disait — il était cité dans les journaux — un entrepreneur de l'Abitibi, qui dit : «On envisage même la Tanzanie.» Pour le bénéfice de la ministre, la Tanzanie, là, c'est à 11 649 kilomètres de l'Abitibi. Pas certain, M. le Président,

que ça va rapporter beaucoup de redevances dans les coffres de l'État québécois, pas certain du tout. Et, pour remettre ce projet-là sur les rails, là, je vais vous dire, il va nous falloir bien du temps et bien des énergies, et ce n'est pas le Parti québécois qui peut permettre ça au Québec.

Au Québec, présentement, on vit un pouvoir d'achat, là, pour les citoyens, pour les familles, un pouvoir d'achat qui se rétrécit. Pourquoi? Notamment par des gestes qui vont... C'est littéralement un coup de couteau dans le coeur des Québécois. Ce qu'on a vécu au niveau de la taxation scolaire ces derniers mois, le théâtre auquel on a assisté, c'est dévastateur pour les Québécois, hein? Le gouvernement a enlevé des revenus aux commissions scolaires, enlevé de la péréquation puis il a dit aux commissions scolaires : Augmentez les taxes. En notre nom, là, saignez le contribuable québécois. Bien, les taxes scolaires ont augmenté, puis on a reçu des comptes, là, on vient de les recevoir dans nos boîtes à malle récemment, là, les familles d'ici reçoivent leurs factures, et ça a augmenté, et ça fait mal au moment de la rentrée. Ou le gouvernement, aussi, permet des hausses de tarifs du côté d'Hydro-Québec. C'est la situation. C'est la situation telle qu'on la vit au Québec, et c'est un portrait qui, ma foi, est tout à fait désastreux.

L'ancien gouvernement a proposé des mesures concrètes, M. le Président, a élaboré des stratégies précises, des stratégies qui ont fait dans l'action et qui ont fait le succès du Québec, qui ont fait le succès dans l'emploi : Stratégie québécoise de recherche et d'innovation, 2007-2010, reconduite par la suite de 2010 à 2013; Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat en 2011, on s'en souvient, l'injection de fonds complémentaires qui permettaient aux Québécois de connaître une action économique exceptionnelle.

La ministre, tantôt, celle qui crée des chômeurs plutôt que des emplois, la ministre nous disait tout à l'heure : Les infrastructures, ce n'est pas structurant à long terme. Les infrastructures, pour le Québec, ce sont des services pour les Québécois. Les projets d'infrastructure qui ont été réalisés au cours des dernières années ont touché notamment des projets liés à des réseaux d'eau potable. C'est important pour les Québécois. Ça a non seulement favorisé l'économie dans les régions du Québec, mais ça a permis d'occuper de façon dynamique notre territoire. Ce sont des opérateurs de machinerie, ce sont des camionneurs, ce sont des artisans, ce sont des gens de chez nous qui ont gagné leur vie grâce au développement de nos infrastructures. C'est ça, créer des emplois. C'est ça, créer des emplois; ce n'est pas faire dans les phrases creuses et inutiles.

Ce qu'on veut, ce qu'on souhaite, ce qu'on propose aux Québécois, c'est de l'action économique dans chacune des régions du Québec. Ce qu'on propose, c'est de s'éloigner de la récession qui est à nos portes. Et ce n'est pas le discours de l'opposition, hein, ce n'est pas le discours de l'opposition, de dire que le Québec est aux portes d'une récession. Ce sont les économistes du Québec parmi les plus crédibles qui nous disent : Si vous ne réagissez pas, le Québec va foncer tout droit dans le mur, avec les conséquences qu'on va vivre. Et les conséquences touchent la vie de tous les jours des Québécois. Et la vie de tous les jours, c'est quoi, M. le Président? C'est l'épicerie, hein, les gens qui doivent faire leur épicerie après avoir reçu une augmentation faramineuse de leur compte de taxes scolaires, qui reçoivent des augmentations au niveau d'Hydro-Québec. Les vraies choses, ce sont celles-là. Et ce à quoi le gouvernement s'est attardé, et ce à quoi, j'oserais dire, le gouvernement s'est attaqué, c'est à la qualité de vie ou à la vie des Québécois et des Québécoises partout dans les régions du Québec.

Depuis qu'on est arrivés ce matin, j'ai eu l'occasion de faire une illustration précise des taux de chômage — taux de chômage, on appellerait ça un taux d'emploi — région par région. Les régions qui avaient un avenir absolument extraordinaire — l'Abitibi, notamment — on arrive à 10 %. En Gaspésie, lorsqu'on est allés en Gaspésie, il y a trois ou quatre semaines, il y avait dans une salle 2 000 personnes ou tout près de 2 000 personnes pour une investiture libérale, et les gens venaient nous voir en nous disant : On a fait peut-être confiance au Parti québécois, mais c'est terminé. On ne retournera pas sur ce sentier-là une deuxième fois. Nous, on veut travailler, on veut gagner notre vie, on veut prendre notre place, on veut que nos régions performent. Ce n'est pas avec un gouvernement de quatre ans majoritaire du Parti québécois qu'on va y arriver, parce que le parti de l'économie, c'est le Parti libéral du Québec, celui qui s'attarde aux familles, hein, qui a fait du Québec le paradis des familles, on s'en souvient. Bien, le Parti libéral du Québec est déterminé à faire du Québec le paradis de l'emploi pour notre monde.

Vous savez ce que ça veut dire, hein, politique industrielle transversale, dont la ministre nous parle depuis un an; on n'en a pas vu l'ombre de la couleur. Est-ce que ça va être relégué au même rang des engagements électoraux péquistes de la dernière campagne électorale? Rappelez-vous ce qu'ils disaient, M. le Président : Nous allons mieux planifier les travaux sylvicoles, de sorte qu'ils débutent à temps. Ça va débuter plus tard, cette année. Puis, au lieu de travailler 20, 22, 23 semaines, nos forestiers, là, ont travaillé 11, 12, 13 semaines. Puis, avec la réforme de l'assurance-emploi qu'ils n'ont pas défendue au nom des travailleurs d'ici, là, bien, le fameux trou noir va devenir un précipice de grande noirceur.

Si vous pensez, M. le Président, que le taux de chômage est élevé à ce moment-ci, là, détrompez-vous, vous n'avez encore rien vu. Lorsqu'on va atteindre le mois d'octobre, le mois de novembre puis le mois de décembre, là, avec la perspective d'une récession, vous allez voir ce qui va arriver avec le taux de chômage au Québec. Puis on n'a pas traversé l'hiver encore. Pendant ce temps-là, on a une ministre créatrice de chômage qui nous dit : Bien, écoutez, là, je vais avoir une politique industrielle transversale, on va toucher tous les ministères. De grâce, ne touchez pas à tout le monde, on voit ce que ça donne depuis que vous êtes là. C'est une situation qui est dramatique. L'économie du Québec, c'est un désastre depuis un an. La création de chômage, parce que c'est de ça dont on parle, c'est alarmant.

Et, je vais vous dire une chose, bien sincèrement, là, la plus grande faillite qu'on aura vécue au Québec, parce qu'on a vécu, hein, à travers 50 % des faillites au Canada, mais la plus grande faillite au Québec, c'est celle du Parti québécois, c'est votre échec en matière de création d'emplois, c'est un fiasco monumental. Que ce soit dans le domaine de forestier, que ce soit dans le domaine minier, peu importe le secteur que le gouvernement actuel a touché depuis qu'il est en poste, c'est un désastre. Les économistes le disent. Mais, au-delà des économistes, là, les citoyens dans les régions du Québec,

nos voisins, les membres de nos familles, nos amis sont touchés. Et ce qu'on vous dit aujourd'hui, M. le Président, là, c'est qu'assez c'est assez. On veut de l'action économique, et c'est ce que nous, nous proposons aux Québécois. Je vous remercie beaucoup.

Le Président (M. Hamad) : Merci, M. le député de Rivière-du-Loup—Témiscouata.

Alors, je lève maintenant la séance, et la commission ayant accompli son mandat ajourne ses travaux au lundi, 30 septembre 2013, à 14 heures, afin d'entreprendre un autre mandat. Merci, chers collègues.

(Fin de la séance à 12 heures)